

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS

JUILLET 2017

DEL_2017_052	VOEU EN FAVEUR DE L'ENTREE DE MADAME SIMONE VEIL AU PANTHEON	1-2
DEL_2017_053	REMPLACEMENT D'UN CONSEILLER DÉMISSIONNAIRE AU SEIN D'UNE COMMISSION MUNICIPALE	3-6
DEL_2017_054	CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES ENTRE LA VILLE DE CHENOVE ET LA CAF AU TITRE DE L'ANNEE 2017	7-16
DEL_2017_055	MODIFICATION DU REGLEMENT INTERNE DU SERVICE EXTRA SCOLAIRE MUNICIPAL ET ADAPTATION CORRELATIVE DU DOCUMENT DES TARIFS 2017	17-30
DEL_2017_056	CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE COMITE DE JUMELAGE : AUTORISATION DE SIGNATURE	31-41
DEL_2017_057	ORCHESTRE A L'ECOLE – DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE POUR L'ECOLE GAMBETTA	42-45
DEL_2017_058	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE DIVIA ET LA VILLE DE CHENOVE	46-49
DEL_2017_059	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE S.A.M.S.A.H ET LA VILLE DE CHENOVE	50-56
DEL_2017_060	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE FOYER DU MAIL MUTUALITE FRANCAISE ET LA VILLE DE CHENOVE	57-62
DEL_2017_061	ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 19 RUE LEON GAMBETTA	63-66

DEL_2017_062	DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE PARCELLE FONCIERE 60 RUE LEON GAMBETTA	67-69
DEL_2017_063	CESSION D'UNE PARCELLE FONCIERE 60 RUE LEON GAMBETTA	70-72
DEL_2017_064	PROJET REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL : AVIS DE LA COMMUNE DE CHENOVE	73-95
DEL_2017_065	CONTRAT DE VILLE 2015/2020 - PROGRAMMATION 2017	96-99
DEL_2017_066A	ELARGISSEMENT DE L'OBJET SOCIAL DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE "AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" (SPLAAD)	100-103
DEL_2017_067	DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	104-107

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_052

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

VOEU EN FAVEUR DE L'ENTREE DE MADAME SIMONE VEIL AU PANTHEON

Simone VEIL, femme d'Etat, de conviction, membre de l'Académie française nous a quittés le 30 juin dernier. Rescapée des camps d'extermination nazis, elle restera dans notre mémoire collective pour avoir porté et pour avoir fait adopter en 1974, alors qu'elle était Ministre de la Santé et de la Famille, la loi dépénalisant le recours par une femme à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Les élus du Conseil municipal de Chenôve saluent sa mémoire et rendent hommage à celle dont l'action fut déterminante pour les droits des Femmes, pour l'Europe, pour la justice sociale, pour le progrès. La France a perdu l'une de ses plus belles figures engagées, l'une de ses plus ferventes combattantes de la Liberté.

N'oublions jamais sa force de caractère, son courage, sa dignité qui lui ont permis de traverser la pire et de contribuer, par les actes, à lutter contre l'oubli et l'obscurantisme, et à changer le cours de notre société Continuons ensemble, encore et toujours, son combat, ses luttes pour les droits des femmes, pour la Liberté, pour le Progrès et pour une Europe pacifique.

Pour toutes ces raisons, c'est au Panthéon que Simone VEIL a désormais sa place aux côtés d'illustres personnages comme Emile ZOLA, Jean JAURES, Jean MOULIN, Victor

HUGO, Pierre et Marie CURIE, Geneviève DE GAULLE - ANTHONIOZ, André MALRAUX, Germaine TILLION et de toutes celles et ceux qui ont forgé dans l'honneur l'histoire de notre pays.

Par ce vœu, les élus du Conseil municipal soutiennent, comme d'autres, l'idée de l'inhumation de Madame Simone VEIL au Panthéon (sous réserve de l'accord de sa famille) et demandent au Président de la République, Monsieur Emmanuel MACRON de bien vouloir réserver une suite favorable à cette proposition qui recueille un large soutien parmi nos concitoyens.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_053

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

REMPLACEMENT D'UN CONSEILLER DÉMISSIONNAIRE AU SEIN D'UNE COMMISSION MUNICIPALE

Vu les articles L2121-1, L2121-4 et L2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L270 du Code électoral,
Vu la délibération n°59 du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2015 portant désignation des membres des commissions municipales,

Vu le courrier de Monsieur Léothyme BOUCEKINE en date du 29 mai 2017 portant démission de son mandat de conseiller municipal,

Vu le courrier du Maire de Chenôve en date du 6 juin 2017 informant la Préfecture de Côte d'Or de la démission de Monsieur Léothyme BOUCEKINE,

Considérant l'installation de Madame Nelly GODDE candidate suivante de liste « Rassemblement Bleu Marine pour Chenôve » désigné pour remplacer Monsieur Léothyme BOUCEKINE,

Considérant qu'il convient également de procéder au remplacement de ce dernier au sein de la commission municipale Finances, Aménagement et Ressources Humaines,

Vu le tableau du Conseil Municipal ci-annexé,

Vu le tableau des commissions municipales ci-annexé,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De désigner Madame Nelly GODDE en remplacement de Monsieur Léothyme BOUCEKINE démissionnaire, au sein de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL (ordre du tableau)

N° ordre	Fonction	Sexe	Nom	Prénom	Date naissance	date de la plus récente élection	Nombre de suffrage obtenus
1	Maire	Monsieur	FALCONNET	Thierry	27 novembre 1964	2015	2002
2	1er Adjoint	Monsieur	MICHEL	Dominique	10 février 1969	2015	2002
3	2ème Adjoint	Madame	M'PIAYI	Saliha	17 janvier 1969	2015	2002
4	3ème Adjoint	Monsieur	AUDARD	Patrick	9 mai 1961	2015	2002
5	4ème Adjoint	Madame	POPARD	Brigitte	6 octobre 1958	2015	2002
6	5ème Adjoint	Monsieur	VIGREUX	Jean	7 avril 1964	2015	2002
7	6ème Adjoint	Madame	BOILEAU	Joëlle	26 octobre 1950	2015	2002
8	7ème Adjoint	Monsieur	BUIGUES	Bernard	14 aout 1952	2015	2002
9	8ème Adjoint	Madame	CROS	Marie-Paule	20 octobre 1951	2015	2002
10	9ème Adjoint	Monsieur	RAILLARD	Ludovic	10 juin 1977	2015	2002
11	Conseiller Municipal	Monsieur	ESMONIN	Jean	27 février 1937	2014	2002
12	Conseiller Municipal	Madame	PIGERON	Anne-Marie	11 décembre 1943	2014	2002
13	Conseiller Municipal	Monsieur	AMODEO	Martino	28 décembre 1947	2014	2002
14	Conseiller Municipal	Monsieur	BERNARD	Jean-Jacques	3 janvier 1950	2014	2002
15	Conseiller Municipal	Monsieur	BAGNARD	Jean-Dominique	12 juin 1950	2014	2002
16	Conseiller Municipal	Madame	JACQUOT	Christiane	20 décembre 1950	2014	2002
17	Conseiller Municipal	Madame	DAL MOLIN	Claudine	30 avril 1953	2014	2002
18	Conseiller Municipal	Monsieur	BUIGUES	Jean-François	15 avril 1960	2014	2002
19	Conseiller Municipal	Madame	BUCHALET	Christine	9 juin 1961	2014	2002
20	Conseiller Municipal	Madame	AGLAGAL	Aziza	28 mai 1974	2014	2002
21	Conseiller Municipal	Madame	MARTIN	Elise	6 février 1980	2014	2002
22	Conseiller Municipal	Madame	FERRARI	Aurélie	17 mai 1983	2014	2002
23	Conseiller Municipal	Madame	RICHARD	Sandrine	22 octobre 1984	2014	2002
24	Conseiller Municipal	Monsieur	BRUGNOT	Yves-Marie	24 avril 1957	2014	1847
25	Conseiller Municipal	Madame	MARINO	Yolanda	8 décembre 1967	2014	1847
26	Conseiller Municipal	Madame	CARLIER	Caroline	31 décembre 1972	2014	1847
27	Conseiller Municipal	Monsieur	ACHERIA	Nouredine	16 février 1980	2014	1847
28	Conseiller Municipal	Madame	LAKRI	Anissa	11 août 1992	2014	1847
29	Conseiller Municipal	Monsieur	CHERIN	Philippe	23 janvier 1971	2014	1000
30	Conseiller Municipal	Monsieur	BLANDIN	Sylvain	20 août 1968	2015	1847
31	Conseiller Municipal	Monsieur	RENAUD	Gilles	20 septembre 1972	21 mars 2016	1000
32	Conseiller Municipal	Monsieur	FOUAD	Saïd	1er mai 1975	26 septembre 2016	2002
33	Conseiller Municipal	Madame	GODDE	Nelly	21 octobre 1975	29 mai 2017	1000

Certifié par le Maire,
A Chenôve,
le 3 juillet 2017

COMMISSIONS MUNICIPALES

Intitulé de la Commission	Membres	Fonction
Finances, Aménagement et Ressources Humaines	Thierry FALCONNET	Maire, Président de droit
	Dominique MICHEL	
	Jean VIGREUX	
	Ludovic RAILLARD	
	Jean ESMONIN	
	Martino AMODEO	
	Jean-Jacques BERNARD	
	Claudine DAL MOLIN	
	Elise MARTIN	Vice-présidente
	Yolanda MARINO	Vice-présidente
	Nouredine ACHERIA	
	Nelly GODDE	
Culture, Education, Jeunesse et Sports	Thierry FALCONNET	Maire, Président de droit
	Brigitte POPARD	
	Joëlle BOILEAU	
	Marie-Paule CROS	
	Jean-Dominique BAGNARD	
	Christiane JACQUOT	
	Christine BUCHALET	
	Aurélié FERRARI	Vice-présidente
	Anissa LAKRI	
	Gilles RENAUD	
	Sylvain BLANDIN	Vice-président
Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine et Citoyenneté	Thierry FALCONNET	Maire, Président de droit
	Saliha M'PIAYI	
	Patrick AUDARD	
	Bernard BUIGUES	
	Anne-Marie PIGERON	Vice-présidente
	Saïd FOUAD	
	Jean-François BUIGUES	
	Aziza AGLAGAL	Vice-présidente
	Sandrine RICHARD	
	Yves-Marie BRUGNOT	
	Caroline CARLIER	
	Philippe CHERIN	

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_054

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES ENTRE LA VILLE DE CHENOVE ET LA CAF AU TITRE DE L'ANNEE 2017

Dans le but de réduire les inégalités territoriales et sociales, la branche Famille de la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.) poursuit trois objectifs :

- Développer une offre d'accueil à même de mieux répondre aux besoins des familles,
- Accroître l'accessibilité à l'offre de service « enfance » et « jeunesse »,
- Accompagner la structuration de l'offre sur les territoires dans une dynamique partenariale.

A cet effet la C.A.F. a créé un fonds d'accompagnement « Publics et Territoires ». Il s'agit notamment dans le cadre de son Axe 1 « Volet Jeunesse » de renforcer l'accueil des enfants en situation de handicap dans les EAJE (établissements d'accueil du jeune enfant) et les ALSH (accueils de loisirs sans hébergement) afin de continuer à développer leur accueil effectif dans les structures de droit commun.

La commune de Chenôve a déployé depuis 2015 des moyens supplémentaires en termes de personnel afin de faciliter l'accès aux activités péri et extra scolaires pour les enfants porteurs de handicap. Par ailleurs, elle a programmé une formation spécifique pour ces

agents les 20 et 21 octobre 2016 afin de mieux appréhender la notion de handicap et de faciliter l'intégration de l'enfant en situation de handicap.

La Commission d'Action Sociale de la C.A.F., lors de sa réunion du 21 mars 2017, dans la continuité de sa première aide pluriannuelle au titre des années 2015 et 2016, a décidé d'accorder à la commune de Chenôve une nouvelle aide au titre de l'année 2017 (subvention de fonctionnement « Volet Jeunesse »), portant sur des actions d'accompagnement des enfants porteurs de handicap sur deux temps périscolaires (les nouvelles activités périscolaires et le restaurant scolaire). Cette aide sera évaluée sur le prévisionnel de l'année 2017.

- Au titre de l'année 2017 : 27 680 € maximum (montant des dépenses estimé à 34 600 €).

Etant précisé que cette aide sur les dépenses réalisées ne pourra cependant pas excéder 80% du montant total des dépenses TTC retenues par la C.A.F.

Afin de percevoir les versements concernant cette aide financière Fonds d'Accompagnement Publics et Territoires (acompte sur prévisionnel et solde sur réalisé), une convention d'objectifs et de financement devra être conclue entre la commune de Chenôve et la C.A.F, convention jointe à la présente délibération et dans laquelle la commune s'engage entre autres à respecter les principes de la charte de la laïcité de la branche Famille.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 22 juin 2017,

Vu la convention d'objectifs et de financement jointe en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention d'Objectifs et de Financement Fonds d'Accompagnement Publics et Territoires – Axe 1 – « Volet Jeunesse » afin de percevoir l'aide financière au titre de l'année 2017,

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à la mise en œuvre de cette convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/07/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



8 boulevard Clemenceau
21043 DIJON cedex 09
Tél : 0 810 25 21 10
Internet : www.caf.fr

FONDS D'ACCOMPAGNEMENT PUBLICS ET TERRITOIRES

Retrouvez toutes les
informations utiles sur



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Recu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le 04/07/2017
ID : 021-212101661-20170703-DEL_2017_054-DE

**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT**

ENTRE :

La Commune de Chenôve,
représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET,
dont le siège est situé à CHENOVE, 2 place Pierre Meunier,
Désignée ci-après "le bénéficiaire"

ET :

La Caisse d'Allocations Familiales de Côte d'Or,
représentée par son Directeur, Monsieur Christophe SANNER,
dont le siège est situé à DIJON, 8 boulevard Clémenceau,
Désignée ci-après la Caf

Préambule :

La convention d'objectifs et de gestion (Cog) signée avec l'Etat pour la période 2013 à 2017 porte de fortes ambitions en termes de réduction des inégalités territoriales et sociales.
Il s'agit de réduire les inégalités tant en ce qui concerne le niveau de service rendu que la nature des réponses mises en œuvre sur les territoires.
A cet effet, la branche Famille poursuit les trois objectifs suivants :

- développer une offre d'accueil à même de mieux répondre aux besoins des familles ;
- accroître l'accessibilité à l'offre de service « enfance » et « jeunesse » ;
- accompagner la structuration de l'offre sur les territoires dans une dynamique partenariale.

Un fonds « publics et territoires » est créé pour poursuivre cette dynamique.
Sur la base des enseignements tirés de l'évaluation des actions conduites lors de la précédente Cog, le fonds « publics et territoires » comporte **six axes d'intervention** :

- 1) renforcer l'accueil des enfants porteurs de handicap dans les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) et les accueils de loisirs sans hébergement (Alsh) afin de continuer à développer leur accueil effectif dans les structures de droit commun ;
- 2) adapter l'offre d'accueil aux besoins des publics confrontés à des horaires spécifiques, à des problématiques liées à l'employabilité ou à des situations de fragilité ;
- 3) soutenir les projets élaborés par des adolescents et favoriser leur autonomie (investissement bénévole, service civique, engagement social, formation, etc.) ;
- 4) accompagner les problématiques territoriales des équipements et services d'accueil pour contribuer à la structuration de l'offre sur les territoires ;
- 5) prendre en compte les difficultés structurelles rencontrées par des établissements ;
- 6) accompagner des démarches innovantes.

Texte de référence :

Lettre circulaire 2015-004 du 25 février 2015

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 04/07/2017

Reçu en préfecture le 04/07/2017

Affiché le 04/07/2017

SLO

ID : 021-212101661-20170703-DEL_2017_054-DE

ARTICLE 1 : CHAMP DE LA CONVENTION

AXE 1 : renforcer l'accueil des enfants porteurs de handicaps dans les EAJE et les ALSH

Projet : « Moyens humains supplémentaires pour faciliter l'accès aux activités périscolaires et extrascolaires des enfants en situation de handicap »

* Nature de l'aide : **subvention de fonctionnement « Volet Jeunesse »**

Montant global de l'aide accordée, au titre de l'année 2017, par la commission d'action sociale de la Caisse d'allocations Familiales lors de sa réunion du 21 mars 2017 : **27 680.00 €**

Montant des dépenses retenues pour le calcul de l'aide : 34 600.00 €

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU PORTEUR DE PROJET

2.1 Au regard de l'activité

Le porteur de projet s'engage à respecter les conditions de mise en œuvre du projet et à informer la Caf de tout changement apporté le cas échéant.

Le porteur de projet s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

2.2 Au regard des obligations légales, réglementaires et administratives

Le porteur de projet s'engage au respect, sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires, notamment en matière d'accueil des mineurs, d'hygiène et de sécurité, de droit du travail, de règlement des cotisations Urssaf et d'assurances.

Il déclare ne pas être, lors de la signature de la présente convention, en situation de redressement judiciaire, cessation d'activité ou dépôt de bilan.

Le porteur de projet s'engage à respecter les principes de la charte de la laïcité de la branche Famille (document disponible sur le site internet www.caf.fr de la Caf de Côte d'Or, rubrique « Partenaires » et « Conventions »).

2.3 Au regard des pièces justificatives

Le bénéficiaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives. Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, sauf demande expresse de la Caf.

Le bénéficiaire s'engage à conserver dans un lieu unique durant toute la convention et pendant 6 ans après le dernier versement tous les justificatifs comptables, financiers et administratifs relatifs à la présente convention. Pour les documents dématérialisés, le bénéficiaire s'engage à procéder à des sauvegardes des données.

2.4 Au regard de la communication :

Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications et affiches visant le service couvert par la présente convention.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA CAF

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter sa contribution financière selon les modalités détaillées à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIERE

Le montant de l'aide accordée a été défini, dans la limite de l'enveloppe disponible, au vu des éléments prévisionnels transmis et en application des règles suivantes :

Pour une aide relative à l'investissement :

A – Le montant de l'aide «Fonds d'accompagnement Publics et Territoires» ne peut excéder 80 % du montant total des dépenses HT retenues.

B – l'ensemble des recettes (financement de la branche famille intégrant le complément « Fonds d'accompagnement Publics et Territoires », les participations familiales et les autres subventions) ne peut excéder 100 % de la dépense. Si tel était le cas, le montant du complément «Fonds d'accompagnement Publics et Territoires» serait réduit d'autant.

Pour une aide relative au fonctionnement :

A – le montant total des financements accordés par la branche Famille (PSO – PS CEJ – aide sur fonds propres) ne peut excéder 80 % du coût total annuel de fonctionnement de la structure ou du service.

B – l'ensemble des recettes (financement de la branche famille intégrant le complément «Fonds d'accompagnement Publics et Territoires», les participations familiales et les autres subventions) ne peut excéder 100 % du coût annuel de fonctionnement de l'action. Si tel était le cas, le montant du complément «Fonds d'accompagnement Publics et Territoires» serait réduit d'autant.

Le montant de l'aide financière sera payé après retour de la convention signée, dans les conditions suivantes :

AIDE A L'INVESTISSEMENT

- 100 % de l'aide versée si la totalité des factures fournies justifie le montant de l'aide
- 80 % de la dépense versée si la totalité des factures non fournies

Justificatifs à transmettre au plus tard le 30 novembre 2018

Pour un paiement partiel

- Factures acquittées par :
 - la Trésorerie Générale pour les collectivités territoriales
 - l'Expert comptable ou le commissaire au compte pour les associations dans l'obligation d'en nommer un
 - le trésorier ou le président de l'association dans le cas contraire

Pour un paiement total ou solde

- Plan de financement définitif (dépenses et recettes) daté et signé
- Factures acquittées par :
 - la Trésorerie Générale pour les collectivités territoriales
 - l'Expert comptable ou le commissaire au compte pour les associations dans l'obligation d'en nommer un
 - le trésorier ou le président de l'association dans le cas contraire

AIDE AU FONCTIONNEMENT :

Aide inférieure à 2 000 € : Pas d'acompte

Justificatifs à transmettre

- **avant le 31/3/2018**, pour le paiement de la totalité de l'aide, les pièces suivantes :
- Bilan de l'action
 - Plan de financement définitif (dépenses et recettes) daté et signé
 - Factures pour les actions de formation, acquittées par :
 - la Trésorerie Générale pour les collectivités territoriales
 - l'Expert comptable ou le commissaire au compte pour les associations dans l'obligation d'en nommer un
 - le trésorier ou le président de l'association dans le cas contraire

Aide supérieure ou égale à 2 000 € : Paiement d'un acompte de 50 % du montant accordé

Justificatifs à transmettre

- **avant le 31/3/2018**, pour le paiement du solde de l'aide, les pièces suivantes :
- Bilan de l'action
 - Plan de financement définitif (dépenses et recettes) daté et signé
 - Factures pour les actions de formation, acquittées par :
 - la Trésorerie Générale pour les collectivités territoriales
 - l'Expert comptable ou le commissaire au compte pour les associations dans l'obligation d'en nommer un
 - le trésorier ou le président de l'association dans le cas contraire

ARTICLE 5 – CONTROLE DE L'ACTIVITE FINANCEE DANS LE CADRE DE CETTE CONVENTION

Le porteur de projet doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf dans le cadre d'interventions mutualisées, peut procéder à des contrôles sur pièces et/ou sur place, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le porteur de projet ne puisse s'y opposer.

Le porteur de projet s'engage à mettre à la disposition de la Caf, et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

ARTICLE 6 – REVISION DES TERMES

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – FIN DE LA CONVENTION

7.1 Résiliation de plein droit

La convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, par la Caf, en cas de disparition ou de dissolution du partenaire.

Les infractions aux lois et règlements en vigueur ou les cas de retard répétés et non justifiés entraîneront, si bon semble à la Caf, la résiliation de plein droit de la présente convention un mois après une mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet, et ce sans préjudice de tous dommages et intérêts.

7.2 Effets de la résiliation conventionnelle

La résiliation de la présente convention telle que mentionnée à l'article 7.1 ci-dessus, entraînera la suspension immédiate des versements.

7.3 Résolution de plein droit sans mise en demeure et sans formalité judiciaire

La présente convention sera résolue de plein droit sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire ou procéder à une mise en demeure quelconque en cas de :

- constatation d'usage des fonds versés par elle non conforme à leur destination ;
- modification d'un des termes de la convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article 6 de la présente convention ;

et sans que des offres d'exécuter ultérieures puissent enlever à la Caf le droit d'invoquer la résolution intervenue, et ce sans préjudice de tous dommages et intérêts.

7.4 Résolution de plein droit avec mise en demeure et sans formalité judiciaire

La présente convention pourra également être résolue de plein droit, après mise en demeure d'exécuter demeurées sans effet, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire, en cas de :

- non exécution par le porteur de projet d'une seule des clauses de la présente convention ;
- non-respect d'un des termes de la présente convention ;
- refus de communication de justificatifs, rapports, ou tout autre document mentionné à l'article 6 de la présente convention ;

et sans que des offres d'exécuter ultérieures ou l'exécution après le(s) délai(s) imparti(s) puissent enlever à la Caf le droit d'exiger la résolution encourue.

La Caf adressera au porteur de projet cette mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut d'exécution par le gestionnaire de ses engagements dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de cette mise en demeure, la présente convention sera résolue de plein droit, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

7.5 Effets de la résolution conventionnelle

La résolution de la présente convention telle que mentionnée aux articles 7.3 et 7.4 ci-dessus entraînera :

- l'arrêt immédiat des versements ;
- la récupération des sommes versées, sauf justifications apportées par le gestionnaire conformément à l'article 6 de la présente convention.

Cette récupération fera alors l'objet d'un reversement à l'agent comptable de la Caf.

7.6 Les recours

Recours amiable :

Le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de financement est conclue du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des co-signataires.

Fait à Dijon, le 26/06/17

h Le Directeur
de la Caisse d'Allocations Familiales
de la Côte d'Or

Christophe SANNER

Fait à , le

Le Maire
de la Commune de Chenôve

Thierry FALCONNET

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_055

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERNE DU SERVICE EXTRA SCOLAIRE MUNICIPAL ET ADAPTATION CORRELATIVE DU DOCUMENT DES TARIFS 2017

La commune de Chenôve propose deux structures de loisirs pour les enfants et les jeunes de Chenôve : l'accueil de loisirs du Plateau (enfants de 3 à 16 ans) et l'accueil de loisirs maternel du Mail (enfants de 3 à 5 ans) qui fonctionnent les mercredis après-midi et pendant les vacances scolaires. Avec une exception à Noël, où l'accueil de loisirs du Mail est fermé.

Dans le règlement interne actuel, commun aux deux structures, les familles ont la possibilité d'inscrire leurs enfants sur des demi-journées pendant toutes les périodes de vacances scolaires sauf pendant les vacances scolaires d'été.

La ville de Chenôve porte une attention particulière au rythme de l'enfant et des jeunes, notamment sur cette longue période d'été.

Il en résulte la proposition d'étendre l'accueil en demi-journée sur la période des vacances scolaires d'été, afin de favoriser le bien-être et le rythme de l'enfant.

En concertation avec nos partenaires (la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, la Caf, le Conseil Départemental), il est proposé d'ajouter l'accueil en demi-journée sur la

période des vacances scolaires d'été et de modifier en conséquence le règlement interne.

Cette proposition répond également aux demandes des familles dont les enfants fréquentent ces deux structures apportant ainsi plus de souplesse en termes d'organisation familiale.

Sont ainsi proposés, sur toutes les périodes de vacances scolaires, des accueils en journée complète (avec repas) et en demi-journée le matin ou l'après-midi, sans possibilité de cumuler les deux.

Le centre de loisirs du Plateau ne propose pas de système de ramassage sur les demi-journées, les parents doivent s'organiser pour emmener leurs enfants sur les deux structures.

Enfin, par délibérations des 5 décembre 2016 puis 22 mai 2017, le conseil municipal a adopté les tarifs municipaux 2017. Concernant le secteur des loisirs A.L.S.H. (Accueil de Loisirs Sans Hébergement), il convient de mentionner dans les tarifs le mode de garde en 1/2 journée sur la période estivale conformément à l'annexe jointe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 22 juin 2017,

Vu le règlement interne joint en annexe,

Vu les tarifs municipaux joints en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à modifier le règlement interne des services extrascolaires – Accueil de loisirs du Plateau – Accueil de loisirs du Mail,

ARTICLE 2 : D'autoriser corrélativement Monsieur le Maire à adapter le document des tarifs 2017 conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 3 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

RÈGLEMENT INTERNE

SERVICE EXTRASCOLAIRE MUNICIPAL

ACCUEIL DE LOISIRS DU PLATEAU ACCUEIL DE LOISIRS DU MAIL

1. PRESENTATION

La municipalité offre deux structures de loisirs pour les enfants et les jeunes de Chenôve. L'accueil de loisirs du plateau (enfants de 3 ans à 16 ans) d'une part et l'accueil de loisirs maternel du Mail (enfants de 3 à 5 ans) d'autre part :

Mettent l'enfant au cœur de leurs actions et veillent à :

- Son bien être.
- Son éveil à la vie en collectivité et dans ce contexte au développement de son autonomie.
- Son épanouissement physique et intellectuel.

Sont agréés et contrôlés par différents organismes :

- Direction Départementale de la Cohésion Sociale (réglementation – conseils).
- Direction Départementale de la Protection des Populations (hygiène).
- Conseil Général, Protection Maternelle Infantile (PMI).
- Service de sécurité (Incendie).

2. INSCRIPTION AUX SERVICES EXTRASCOLAIRES

La demande peut être faite tout au long de l'année par les parents ou la personne légalement responsable de l'enfant.

Des frais de dossier sont facturés à la fin du mois de l'inscription. Ces frais et le dossier ne sont plus valables à la fin des vacances d'été.

Les enfants de 3 à 5 ans seront accueillis en priorité à l'accueil de loisirs du Mail pour les nouveaux inscrits, avec une obligation pour les moins de 3 ans.

Un enfant ne peut changer de structure en cours d'année que s'il atteint sa sixième année. Les activités du service sont ouvertes aux habitants extérieurs à Chenôve.

Les Accueils de Loisirs tiennent à la disposition du public :

- Le présent règlement
- La fiche des horaires de bus pour l'accueil du plateau
- La grille des tarifs suivant les quotients familiaux ainsi que celle des prestations extérieures.
- Les fiches de réservation des périodes de vacances
- L'attestation justifiant la souscription du contrat d'assurance
- Le projet éducatif de la municipalité pour les actions du service
- Les projets pédagogiques des différentes périodes d'accueil
- Le déroulement des séjours
- Les programmes d'activités des groupes des accueils de loisirs du mail et du plateau

Tout changement de coordonnées devra être signalé dans les meilleurs délais au secrétariat du service.

3. FONCTIONNEMENT DES SERVICES EXTRASCOLAIRES

Organisation des mercredis après-midi avec repas ou mercredis après-midi sans repas

Sur le dossier d'inscription les parents choisissent :

« Mercredis après-midi réservés »

Les enfants sont ainsi inscrits sur la liste de leurs groupes d'âge tous les mercredis après-midi (hors vacances scolaires). S'ils le souhaitent, les parents peuvent décommander un mercredi après-midi, au plus tard le lundi qui précède le mercredi en question

« Mercredis après-midi à la demande »

Les parents ont jusqu'au lundi précédent le mercredi souhaité pour réserver la journée (dans la limite des places disponibles)

Organisation des vacances : ½ journée (matin ou après-midi), journée complète avec repas

Petites vacances :

Un mois avant la période des vacances concernées, une fiche de réservation est envoyée ou tenue à disposition des familles.

Grandes vacances :

La fiche de réservation est disponible au mois de mai et la date limite de réservation est précisée comme suit :

Pour les petites et grandes vacances, il est possible de réserver (dans la limite des places disponibles) ou de décommander jusqu'au jeudi pour le lundi suivant et 48h avant pour les autres jours.

4. FACTURATION

Tarifs :

Ils sont votés annuellement par le conseil municipal. Ils sont soumis aux quotients familiaux. A défaut de présentation des pièces utiles au calcul de ce quotient, le tarif maximum sera appliqué à toute présence dans les accueils de loisirs.

Principes

- Toute fréquentation normalement réservée est facturée en fin de mois au tarif à acquitter effectivement par la famille
- En cas d'absence, toute journée ou ½ journée réservée et non annulée dans les temps définis ci-dessus est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille
- En cas de présence, sans réservation préalable dans les temps définis ci-dessus, la journée ou ½ journée est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille majoré de 15%.

Les tarifs à acquitter effectivement par la famille sont définis par le quotient familial, moins les aides au temps libre de la Caisse d'Allocations Familiales

Prestations extérieures :

Pour certaines activités, il est demandé une participation financière supplémentaire (cinéma, sorties exceptionnelles, mini-camps...) dont le montant est imputé directement sur les factures.

5. HORAIRES ET AUTORISATION

Les enfants sont sous la responsabilité de l'accueil de loisirs dans le temps des horaires prévus et annoncés sur les documents d'information.

Mercredis :

- L'enfant inscrit en demi-journée sans repas se présente dans sa structure à 13 h 30 et la quitte aux horaires habituels du soir.
- L'enfant inscrit en demi-journée avec repas et scolarisé dans une école élémentaire ou maternelle de la ville sera pris en charge à la sortie de l'école à 11 h 45.
- L'enfant inscrit en demi-journée avec repas et non scolarisé à Chenôve pourra être accueilli sur place à partir de 12 h 15.

Petites vacances et grandes vacances :

- Un enfant en demi-journée le matin quitte sa structure d'accueil à 12 h.
- Pour les après-midi, l'enfant se présente à 13 h 30 et la quitte aux horaires habituels du soir.

Avant et après les horaires fixés, sous réserve de retards imputables au fonctionnement du service, les enfants sont sous la responsabilité des parents.

Sans autorisation parentale dûment remplie au préalable et avec l'accord du service, aucun mineur ne pourra rejoindre son domicile sans être accompagnée de la personne légalement responsable de l'enfant.

Toutefois, une personne désignée par ce dernier, soit lors de l'inscription, soit en cas d'empêchement pourra récupérer l'enfant à la descente du bus, en présentant un justificatif d'identité et une autorisation écrite préalable.

Aucune autorisation ne sera délivrée aux enfants âgés de moins de 8 ans pour rentrer seul de l'arrêt.

A défaut d'autorisation et en cas d'absence de la personne responsable de l'enfant après les horaires, les animateurs le confient à la direction du service. Une demi-heure plus tard et après avoir tenter de contacter les parents, elle prévient les autorités compétentes qui prendront toutes les dispositions qu'elles jugeront utiles à l'égard de l'enfant.

6. SANTE HYGIENE

Le personnel municipal n'est pas autorisé à donner des médicaments aux enfants. Les cas exceptionnels de traitement devront faire l'objet d'une demande préalable au service accompagné de la présentation d'un certificat médical.

Maladie – accident :

En cas de doute sur l'état de santé d'un enfant, l'équipe de direction en informe aussitôt les parents afin qu'ils puissent le prendre en charge dans les meilleurs délais ou organiser avec eux l'accès aux soins.

En cas d'urgence ou pour les accidents physiques « graves », le directeur de l'accueil appelle tous services médicaux d'urgence dans les meilleurs délais et prend toutes mesures pour informer les parents et les autorités compétentes.

Au cours d'un séjour, en cas de doute sur l'état de santé d'un enfant, le directeur de l'accueil présente le mineur à un médecin et informe les parents. Les frais médicaux sont avancés (sauf si la famille a présenté la carte CMU à l'inscription) et devront être remboursés à l'organisateur.

Hygiène :

Il sera fait remarquer aux parents ou responsable légal tout manquement aux règles élémentaires d'hygiène d'un enfant à son arrivée dans les structures d'accueil (propreté vestimentaire et corporelle, état de santé).

Un enfant atteint de pédiculose (présence de poux) et non traité n'est pas admis dans les activités du service.

Fiche de liaison :

Elément du dossier obligatoire, la fiche de liaison doit être minutieusement remplie (allergies, antécédents médicaux, renseignement administratifs ...). **Elle doit être mise à jour sur l'initiative des parents.**

Projet d'accueil individualisé (P.A.I) :

Un enfant qui présente des problèmes de santé particuliers (asthme, allergie, hémophilie, handicap...) peut être accueilli dans les structures, dans le cadre d'un P.A.I établi entre le médecin, la famille et le responsable de l'établissement.

7. REPAS

Les Accueils de Loisirs sont un **service public facultatif**, ils ne peuvent répondre aux régimes alimentaires particuliers.

Le service propose des repas et pique niques.

Les enfants ne sont pas autorisés à apporter leurs repas ou pique niques.

En conformité avec l'application du GEMRCEN (Groupement d'Etude des Marchés en Restauration Collective et de Nutrition) et du plan nutrition santé, chaque élément du menu sera servi aux enfants.

Toutefois, les Accueils de Loisirs pourront accepter les enfants qui auraient des **contre-indications médicales**, si le régime est compatible avec les possibilités du service de restauration, et uniquement dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé (P.A.I) à renouveler chaque année.

8. PROGRAMMES D'ACTIVITES

L'approche éducative des animateurs, l'organisation de la vie collective, découlent des objectifs pédagogiques fixés par les différentes équipes. A ce titre, les activités proposées doivent permettre l'éveil de l'enfant, son apprentissage de la vie en collectivité et le respect des règles établies. Les animateurs tiennent compte dans la mesure du possible des attentes et des besoins des enfants.

Les équipes de direction s'attachent à suivre les programmes proposés. Cependant, ils peuvent être modifiés, sans information préalable, compte tenu de facteurs indépendants de la volonté du service.

Toute objection concernant la pratique d'une activité devra être signalée par écrit à la direction des d'accueils.

9. OBJETS DE VALEUR

Le service ne peut être reconnu responsable en cas de perte, vol, bris d'objet ou vêtements apportés ou portés.

Il est par conséquent déconseillé de venir à une activité du service en portant des tenues vestimentaires onéreuses, bijoux ou objets de valeur. De même, le service ne sera pas responsable des sommes d'argent éventuellement détenues.

10. ASSURANCE

Le contrat d'assurance souscrit par la Ville n'assure pas la couverture en première ligne en cas d'accident. Aussi est-il conseillé aux familles de vérifier que leurs contrats d'assurance couvrent les risques extrascolaires et le cas échéant d'en souscrire une.

11. MOTIFS DE REFUS

Le service peut refuser l'accès à ses activités en cas de non respect du présent règlement et en particulier pour les motifs suivants :

- Dossier d'inscription non complet.
- Non-paiement dans les délais impartis des sommes dues.
- Pédiculose (présence de poux).
- Indiscipline notoire, insolence grave, impolitesse vis à vis du personnel.

Dans tous les cas un contact est pris par l'équipe de direction avec la famille.

L'inscription d'un enfant à l'un des services périscolaires municipaux implique l'acceptation du présent règlement.

****Les tarifs auxquels il est fait référence sont affichés à la Direction de l'Education et peuvent être consultés sur le site internet de la Ville de Chenôve : www.ville-chenove.fr***

TARIFS MUNICIPAUX

ANNEE 2017 – ANNEXE 2

Conseil Municipal du 3 juillet 2017

TARIFS MUNICIPAUX SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le 04/07/2017
ID : 021-212101661-20170703-DEL_2017_055-DE

SECTEUR

LOISIRS – A.L.S.H.

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL*Habitants de Chenôve*

Quotients Familiaux		Journée complète avec repas (petites et grandes vacances)		½ Journée sans repas (mercredis et petites et grandes vacances)		½ Journée avec repas (mercredis)	
2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
≥0 à 194<	≥0 à 194<	8,50 €	8,50 €	3,59 €	3,59 €	5,81 €	5,81 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	9,05 €	9,05 €	3,92 €	3,92 €	6,34 €	6,34 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	9,59 €	9,59 €	4,25 €	4,25 €	6,87 €	6,87 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	9,92 €	9,92 €	4,44 €	4,44 €	7,18 €	7,18 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	10,42 €	10,42 €	4,72 €	4,72 €	7,63 €	7,63 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	10,97 €	10,97 €	5,29 €	5,29 €	8,55 €	8,55 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	12,08 €	12,08 €	5,84 €	5,84 €	9,44 €	9,44 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	13,20 €	13,20 €	6,40 €	6,40 €	10,35 €	10,35 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	15,03 €	15,03 €	7,04 €	7,04 €	11,39 €	11,39 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	16,71 €	16,71 €	7,59 €	7,59 €	12,28 €	12,28 €
≥1400	≥1400	18,55 €	18,55 €	8,35 €	8,35 €	13,51 €	13,51 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL*Extérieurs de Chenôve*

Quotients Familiaux		Journée complète avec repas (petites et grandes vacances)		½ Journée sans repas (mercredis et petites et grandes vacances)		½ Journée avec repas (mercredi)	
		2016	2017	2016	2017	2016	2017
≥0 à 194<	≥0 à 194<	11,04 €	11,04 €	4,67 €	4,67 €	7,55 €	7,55 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	11,76 €	11,76 €	5,10 €	5,10 €	8,24 €	8,24 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	12,47 €	12,47 €	5,53 €	5,53 €	8,93 €	8,93 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	12,88 €	12,88 €	5,77 €	5,77 €	9,33 €	9,33 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	13,54 €	13,54 €	6,14 €	6,14 €	9,92 €	9,92 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	14,26 €	14,26 €	6,88 €	6,88 €	11,11 €	11,11 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	15,70 €	15,70 €	7,59 €	7,59 €	12,27 €	12,27 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	17,16 €	17,16 €	8,32 €	8,32 €	13,46 €	13,46 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	19,53 €	19,53 €	9,15 €	9,15 €	14,81 €	14,81 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	21,72 €	21,72 €	9,87 €	9,87 €	15,96 €	15,96 €
≥1400	≥1400	24,10 €	24,10 €	10,86 €	10,86 €	17,56 €	17,56 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.**Dispositions en cas de non-respect des règles de réservation/annulation :**

- En cas d'absence, toute journée ou ½ journée réservée et non annulée dans les délais définis dans le règlement intérieur, est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille pour toute présence annoncée non annulée.
- En cas de présence, sans réservation préalable dans les délais définis dans le règlement intérieur, la journée ou ½ journée est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille majoré de **15%**.

Les tarifs à acquitter effectivement par la famille sont définis par le quotient familial, moins les aides au temps libre de la Caisse d'Allocations Familiales.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_056

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE COMITE DE JUMELAGE : AUTORISATION DE SIGNATURE

La ville de Chenôve est jumelée avec la ville de Limburgerhof depuis 1975. Limburgerhof est située en Rhénanie-Palatinat.

Créée en 2016 à l'initiative d'habitants de la Commune, l'association « Comité de Jumelage de Chenôve » intervient dans le champ du développement des relations avec la Commune de Limburgerhof.

Une convention d'objectifs entre la ville et le Comité de Jumelage a été élaborée en concertation entre les deux parties en vue du développement des liens, échanges, actions et activités communes avec la ville de Limburgerhof.

Cette convention s'inscrit dans la logique d'une véritable politique volontariste de soutien aux associations. La ville de Chenôve veille tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui constituent le fondement de la vie associative. A cette fin, la ville accorde une attention particulière à l'action des associations qui ont pour objectifs essentiels l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice de la responsabilité et de la citoyenneté. Elle permettra de faire perdurer les liens entre la ville de Chenôve et celle de Limburgerhof.

A travers ce Jumelage historique, la Ville de Chenôve reconnaît partager les valeurs portées par la Charte des villes jumelées de 1957 :

« Ce lien unit, dans un esprit d'égalité et de réciprocité, des populations entières de deux ou plusieurs pays différents en vue de favoriser le contact des personnes, l'échange des idées, des techniques, des produits. Il est un instrument de culture populaire et de formation civique internationale, et il ne saurait être détourné de son objet à des fins personnelles ou partisans ou politiques ».

Dans le cadre du renouvellement de la Charte spécifique conclue entre les deux villes en 2015, lors du 40ème anniversaire du jumelage, les objectifs de la Commune, partagés par le Comité de Jumelage sont :

- de mettre en lien les habitants de Chenôve et de Limburgerhof en vue de promouvoir les relations européennes qui œuvrent au rapprochement des populations sans discrimination,
- de sensibiliser les citoyens aux réalités européennes et mondiales et de diffuser des informations sur la construction européenne,
- d'assurer la pérennité des liens unissant les populations de Chenôve et de Limburgerhof,
- d'entretenir des contacts et des échanges dans les domaines scolaire, associatif, culturel, environnemental, sportif, professionnel, individuel, familial ou collectif...

Cette convention d'objectifs entre la ville et le Comité de Jumelage est conclue pour une durée de trois années. Elle prévoit un soutien financier voté chaque année par le conseil municipal compte tenu des actions menées par l'association ainsi qu'une mise à disposition, en tant que de besoin, de locaux.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le projet de convention entre la commune de Chenôve et le Comité de Jumelage de Chenôve aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : D'autoriser toutes modifications de détails ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 3 : De désigner cinq élus pour siéger à la commission mixte Ville/Comité de Jumelage,

ARTICLE 4 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes formalités et démarches nécessaires à la mise en œuvre de la convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry FALCONNET~~
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



CONVENTION D'OBJECTIFS

2017 / 2020

ENTRE

LA VILLE DE CHENÔVE ET

LE COMITE DE JUMELAGE DE CHENÔVE

Convention d'objectifs 2017 / 2020

ENTRE

La Commune de Chenôve (appelée ici "la Commune"), représentée par son Maire, M. Thierry FALCONNET selon le mandat donné par délibération du Conseil Municipal en date du 03 juillet 2017 ;

ET

Le "Comité de jumelage de Chenôve" (appelé ici "le Comité de jumelage"), association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est 5 rue du 8 mai 21300 Chenôve représentée par sa Présidente, Mme Evelyne DESJACQUES selon mandat donné par délibération du Conseil d'Administration en date du dix-sept octobre 2016 (17/10/2016)

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Créée en 2016, à l'initiative d'habitants de la Commune, l'association « Comité de jumelage de Chenôve » intervient dans le champ du développement des relations avec la Commune de Limburgerhof, commune allemande jumelée avec la Commune de Chenôve.

La présente convention a été initiée par l'association en vue du développement des liens, échanges, actions communes et activités avec la Commune de Limburgerhof.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de l'action de jumelage engagée par la Commune de Chenôve à l'égard de la Commune de Limburgerhof, sur la base des objectifs et du programme d'actions qu'elle entend mettre en œuvre, en tant qu'ils concourent à l'intérêt public local et européen.

Principes généraux

Tout en pratiquant une véritable politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve veille tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui constituent le fondement de la vie associative. A cette fin, la ville accorde une attention particulière à l'action des associations qui ont pour objectifs essentiels l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice de la responsabilité et de la citoyenneté.

Référence aux objectifs généraux de politiques publiques dans lesquels s'inscrit cette Convention

Le Jumelage de Chenôve avec la Commune de Limburgerhof a été mis en place en 1975.

A travers ce Jumelage historique, la Ville de Chenôve reconnaît partager les valeurs portées par la Charte des villes jumelées de 1957 :

« Ce lien unit, dans un esprit d'égalité et de réciprocité, des populations entières de deux ou plusieurs pays différents en vue de favoriser le contact des personnes, l'échange des idées, des techniques, des produits. Il est un instrument de culture populaire et de formation civique internationale, et il ne saurait être détourné de son objet à des fins personnelles ou partisans ou politiques ».

Dans le cadre du renouvellement de la Charte spécifique conclue entre les deux villes en 2015, lors du 40^{ème} anniversaire du jumelage, les objectifs de la Commune, partagés par le Comité de Jumelage sont :

- de mettre en lien les habitants de Chenôve et de Limburgerhof en vue de promouvoir les relations européennes qui œuvrent au rapprochement des populations sans discrimination.
- de sensibiliser les citoyens aux réalités européennes et mondiales et de diffuser des informations sur la construction européenne.
- d'assurer la pérennité des liens unissant les populations de Chenôve et de Limburgerhof,
- d'entretenir des contacts et des échanges dans les domaines scolaire, associatif, culturel, environnemental, sportif, professionnel, individuel, familial ou collectif...

Les motifs de la Convention

Au vu de ses statuts, le Comité de Jumelage représente pour la Commune de Chenôve un partenaire associé à la réalisation des objectifs généraux décrits précédemment.

Il convient dès lors de fixer un cadre partenarial prenant en compte le cadre juridique national et européen relatif aux relations entre les pouvoirs publics et les associations (circulaire du 18 janvier 2010).

Article 1 : Objet de la Convention

Par la présente Convention, le Comité de Jumelage s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politiques publiques mentionnées dans le préambule, les actions visées à l'article 3.

Dans ce cadre et sous réserve d'une évaluation annuelle, la Commune contribue financièrement, par le biais d'une subvention, aux actions et n'attend aucune contrepartie directe à cette contribution.

Article 2 : Durée de la Convention, dénonciation, résiliation

La présente convention d'objectifs pluriannuelle est conclue pour une durée de trois années (2107/2107) et prend effet à compter de la date de sa signature par les parties. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties trois 3 mois avant la date anniversaire du contrat.

La dénonciation doit être notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La mise en demeure et la résiliation corrélative doivent être notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans l'hypothèse où une mise en demeure ou une dénonciation ne serait pas retirée par l'une des parties, c'est la date de présentation du courrier qui fera partir les délais mentionnés au présent article.

Conclue pour une durée de trois (3) années, cette Convention a pour but d'installer le partenariat entre la Commune et le Comité de Jumelage.

Article 3 : Actions visées

Les actions visées par le Comité de Jumelage sont :

- la mise en œuvre et la promotion du jumelage entre Chenôve et Limburgerhof au bénéfice des habitants de Chenôve.
- l'organisation d'échanges intergénérationnels à titre individuel, familial ou collectif.
- l'organisation et la réalisation d'activités ou de manifestations diverses.
- l'incitation des associations et des organisations locales à participer aux actions du Comité de Jumelage dans le cadre de leurs activités et des moyens qui leur sont propres.
- l'établissement du programme annuel des activités de jumelage à l'exception des manifestations officielles municipales proprement dites.
- l'organisation de voyages en groupe pour les habitants de Chenôve désirant se rendre dans la ville jumelle ou participer à des manifestations européennes.
- l'assistance à toutes les associations ou les organisations locales désirant entreprendre une activité ou un échange dans le cadre du jumelage, sous réserve que celles-ci aient informé au préalable le Comité de Jumelage et en accord avec les objectifs généraux de ce dernier.
- l'organisation de l'accueil des habitants de Limburgerhof en tant que de besoin.

Restent du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil Municipal :

- les décisions de politique générale.
- la participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la Commune par ses élus.
- la réception officielle d'élus municipaux de Limburgerhof ou de représentants d'autorités allemandes.

- l'engagement de toute dépense directement imputable au budget de la Commune.
- toute initiative et décisions réservées par les textes en vigueur au Maire et au Conseil Municipal.

Article 4 : Actions occasionnelles

La liste des actions précisée à l'article 3 n'ayant pas un caractère exhaustif, toute action de jumelage ne se rattachant pas à ces actions, doit faire l'objet d'une concertation entre la Commune et le Comité de Jumelage dans les conditions prévues à l'article 13 (page 5) en vue de sa mise en œuvre.

La décision alors prise ne peut avoir qu'un caractère occasionnel.

Si l'action doit se répéter, celle-ci doit faire l'objet d'un avenant à la présente Convention selon la procédure prévue à l'article 15 (page 6).

Article 5 : Instance de concertation

Une Commission mixte sera composée de manière paritaire par :

- Monsieur le Maire ou son représentant et cinq (5) élus municipaux d'une part ;
- Monsieur ou Madame le (la) Président(e) ou son (sa) représentant(e) et cinq (5) membres élus du Conseil d'Administration du Comité de Jumelage de Chenôve d'autre part.

Rôle :

C'est au cours de la Commission mixte que sont présentés les bilans et les évaluations des actions réalisées ainsi que le contenu des projets (actions à reconduire ou actions nouvelles) et des moyens alloués.

Périodicité :

La Commission mixte, Commune / Comité de Jumelage, se réunit au minimum une (1) fois par an et chaque fois que l'une ou l'autre des parties le demande.

Article 6 : Relation Commune / Comité de Jumelage

Monsieur le Maire et l'élu(e) délégué(e) au Jumelage assistent en tant que personnalités compétentes aux séances du Conseil d'Administration du Comité de Jumelage, avec voix consultative.

Monsieur le Maire et l'élu(e) délégué(e) au Jumelage assurent les relations avec le (la) Président(e) du Comité de Jumelage.

Article 7 : Frais de fonctionnement

Les frais courants de fonctionnement du Comité de Jumelage sont couverts par ses propres ressources telles qu'elles sont prévues par ses statuts.

Article 8 : Subvention

Dans le but de donner au Comité de Jumelage les moyens nécessaires d'exercer ses fonctions et de permettre ainsi au plus grand nombre d'habitants de participer aux activités, la commune versera, chaque année, à l'association une subvention.

Le montant prévisionnel total de la subvention relative aux missions ciblées dans la présente convention pour la période se clôturant le 31/12/2017 s'élève à la somme de 2500 €.

Pour les années suivantes, le montant de cette subvention sera calculé après l'étude du rapport d'activités de l'année écoulée, du bilan financier et du budget prévisionnel de l'association en lien avec les actions envisagées. Ces documents devront être fournis avant le premier octobre de chaque année.

Cette subvention est votée chaque année par le conseil municipal lors du vote du budget primitif, compte-tenu des possibilités financières de la commune et des comptes présentés par l'association signataire.

Un 1^{er} versement de 50% de la subvention sera effectué à l'issue de ce vote.

Un deuxième versement sera effectué courant juin de chaque année.

Avantages en nature : La ville mettra ponctuellement à disposition du Comité des salles de réunion dans la future Maison des Associations

Article 9 : Usage de la subvention

La subvention est destinée notamment à financer :

- les frais d'organisation matérielle des actions et manifestations dont l'organisation incombe au Comité de Jumelage en vertu de la présente Convention.
- les frais de promotion du Jumelage.

Article 10 : Contrôles de la commune de Chenôve

La commune de Chenôve contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service. Elle peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la commune de Chenôve, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 7 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Dans le cas où la Commune a acquis la conviction que des fonds provenant de la dotation annuelle ont été détournés de leur destination, elle est fondée, après demande d'explications et vérification éventuelle des comptes de trésorerie, à voter :

- la suspension provisoire de cette Convention jusqu'à production des justifications nécessaires,
- la rupture définitive de cette Convention, ceci indépendamment de toute action que la Commune peut intenter devant le Tribunal Administratif de Dijon.

Article 11 : Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de régler à, l'amiable tout litige. A défaut tout contentieux afférent à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat sera soumis au Tribunal Administratif de Dijon conformément aux articles R.312-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 12 : Frais d'organisation des réceptions officielles

Les frais d'organisation des réceptions officielles que le Comité de Jumelage pourrait organiser en partenariat avec la Commune de Chenôve sont pris en compte exclusivement par le budget communal dès lors qu'ils sont autorisés préalablement par la commune.

Article 13 : Modifications des statuts du Comité de Jumelage

Toute modification des statuts devra faire d'une communication et d'une transmission des nouveaux statuts à la commune.

Article 14 : Dissolution du Comité de Jumelage ou rupture de la Convention

La dissolution du Comité de Jumelage ou la rupture de la Convention par l'une ou l'autre des parties, doit être signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception trente (30) jours avant la date effective.

En cas de dissolution du Comité de Jumelage, il est établi un arrêté des comptes visé conjointement par deux liquidateurs, adhérents ou non adhérents de l'Association, non membres du Conseil d'Administration et par les représentants de la Commune désignés à cet effet.

En cas de rupture de la présente Convention du fait de la Commune ou du Comité de Jumelage, il est établi un arrêté des comptes de l'Association, visé conjointement par le (la) Président(e) et par les représentants de la Commune désignés à cet effet. Le Comité de Jumelage est alors tenu de reverser la part non utilisée de la dotation de l'année en cours et des années antérieures, sous réserve des sommes déjà engagées.

Article 15 : Avenant

La présente Convention pourra faire l'objet, par voie d'avenant, de toute modification ou addition qui se révélerait nécessaire, après autorisation du Conseil Municipal de Chenôve et du Conseil d'Administration du Comité de Jumelage de Chenôve.

Fait en deux originaux,

A Chenôve, le

Pour la Commune de Chenôve,
Le Maire, Monsieur Falconnet

Pour le Comité de Jumelage,
La Présidente, Madame Desjacques

PROJET

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_057

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ORCHESTRE A L'ECOLE – DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE POUR L'ECOLE GAMBETTA

Depuis septembre 2011 et en étroite collaboration avec les équipes pédagogiques de l'Ecole des Violettes et l'Inspection académique, le dispositif d'Orchestre à l'Ecole (O.A.E) est mis en œuvre dans cet établissement et donne entière satisfaction.

A la demande des élus et des équipes pédagogiques, la direction de l'éducation a mis en place un groupe de travail afin de proposer la même démarche au groupe scolaire Gambetta.

L'idée étant de définir et mettre en œuvre des actions éducatives en lien avec le nouveau projet des écoles favorisant la réussite de tous les élèves, permettant également d'améliorer l'attractivité du groupe scolaire.

Le groupe de travail s'est réuni de décembre 2016 à mars 2017, associant les directrices du groupe scolaire Gambetta, les enseignants, la directrice de l'Education, le directeur des Affaires Culturelles, l'inspecteur de circonscription et la conseillère pédagogique. A l'issue de ces temps d'échange, l'équipe éducative a décidé de mettre l'accent **sur les projets d'éducation artistique et culturelle (P.E.A.C)** qui contribueront à mieux surmonter les

difficultés rencontrées dans le cadre du socle commun de connaissances et de compétences : *Les langages pour penser et communiquer : comprendre, s'exprimer en utilisant la langue française à l'écrit et à l'oral, les langages des arts et du corps.*

La direction des affaires culturelles a identifié un certain nombre de propositions adaptées aux élèves de différents niveaux, de la maternelle au CM2, **dont la mise en œuvre d'un dispositif « Orchestre à l'Ecole »** avec des instruments à cordes pour des élèves de CE2. Ce dispositif existe depuis 2011 sur l'élémentaire Violettes avec des instruments à vent.

Présentation du dispositif Orchestre à l'Ecole (O.A.E)

C'est un projet qui se déroule sur le temps scolaire en école élémentaire, encadré par une convention de partenariat avec l'association « Orchestre à l'Ecole », et dont l'objectif est de lutter contre le déficit culturel des élèves par la pratique régulière d'activités artistiques et de faire partager un patrimoine.

Ce projet musical et pédagogique s'inscrit sur une durée de 3 ans (CE2, CM1, CM2), en suivant une cohorte sur ces 3 années, à raison d'un cours instrumental, d'un cours d'ensemble, tous deux encadrés par les professeurs du Conservatoire de Chenôve.

Les élèves ont ainsi une après-midi dédiée à ce projet, à raison d'1h30 hebdomadaire, sur le temps scolaire, sur une période de 30 semaines, soit 45h/an dans les locaux du conservatoire de Chenôve.

Une restitution du travail est programmée au cours de plusieurs prestations, tout au long de l'année scolaire.

Proposer un dispositif OAE à cordes à l'élémentaire Gambetta

En concertation avec l'équipe du Conservatoire de Chenôve et l'équipe pédagogique de l'établissement, il semble que le dispositif s'inscrirait tout à fait dans les objectifs du projet culturel de Gambetta qui comporte différents axes :

- Etre acteur de sa pratique artistique et musicale, et plus généralement de ses apprentissages : acquérir de l'autonomie, prendre des initiatives,
- Découvrir le plaisir que procurent les pratiques artistiques,
- Etre un spectateur actif et avisé,
- Permettre aux parents de mieux comprendre les pratiques et les attendus de l'école, en leur proposant des moments partagés dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle,
- Permettre aux familles de fréquenter les lieux ressources sur Chenôve et le Grand Dijon, s'ouvrir à l'environnement local, à la vie culturelle,
- Pour les enseignants, mettre en place des actions cohérentes pour enrichir la P.E.A.C de l'élève tout au long de sa scolarité,
- Permettre aux classes de travailler sur un thème fédérateur commun.

Les modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de ce dispositif nécessite l'investissement d'un parc d'instruments à cordes et la présence de 4 professeurs de conservatoire à raison d'1h30 hebdomadaire.

1. Le budget ressources humaines :

Ce projet O.A.E doit se concrétiser dans le cadre d'un redéploiement des personnes ressources : 4 professeurs à hauteur d'1h30, cela correspond à 6 heures de cours individuels, et se traduit par 12 élèves en moins sur une année scolaire. Il est possible également de diminuer l'offre proposée par le conservatoire sur les N.A.P afin de redéployer ces heures sur le dispositif O.A.E. de Gambetta.

2. L'investissement d'un parc d'instruments à cordes :

Il faudra prévoir l'achat des instruments pour le fonctionnement de cet orchestre, Par ailleurs des instruments du C.R.C pourront être mis à disposition si besoin.

L'association « Orchestre à l'école » peut financer à hauteur de 50% cet investissement pour un maximum de 10 000 € sur un budget global de 20 000 €. En cas de non attribution de l'aide financière, le projet sera annulé.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une aide financière auprès de l'Association Orchestre à l'Ecole pour un maximum de 10 000€,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/07/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_058

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE DIVIA ET LA VILLE DE CHENOVE

Divia est un acteur majeur du bassin de vie du Grand Dijon mobilisant de nombreux habitants de Dijon Métropole en garantissant la circulation sur ce territoire. Fier de plus de 57 000 abonnés et dans l'optique de promouvoir le recours aux transports en commun, Divia propose une gamme de services et d'avantages au bénéfice des titulaires d'un abonnement et membres du Club Divia.

Avec l'ouverture du Cèdre et l'accueil du Tramway sur le territoire communal, la Ville de Chenôve s'investit fortement dans cette dynamique locale et a la volonté de développer et mettre en œuvre des outils visant à favoriser l'accueil de tous les publics du Grand Dijon. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'officialisation d'un partenariat par une convention entre Divia et la Ville de Chenôve dans le but de :

- promouvoir l'offre culturelle de la ville de Chenôve auprès des abonnés Divia Mobilités et sur le réseau d'information Divia,
- proposer aux abonnés Divia Mobilités un accès privilégié aux spectacles programmés au Cèdre dans le cadre de la saison culturelle produite par la Ville de Chenôve, via un tarif réduit, sous réserve de présentation d'un abonnement en vigueur,
- faire bénéficier aux abonnés Divia Mobilités du tarif réduit sur les spectacles qu'elle

- produit,
- L'octroi du tarif réduit groupe se fera uniquement sur présentation d'un abonnement en vigueur au guichet lors de l'achat des places grâce à la mise à disposition par Divia d'une borne de test (une place par abonné).

Des opérations spécifiques de promotion pourront être organisées. Elles seront définies conjointement, entre les services concernés des parties contractantes, en début de saison.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 22 Juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre Divia et la Ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire d'effectuer toutes formalités et démarches nécessaires à la mise en œuvre de la convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

LA VILLE DE CHENÔVE

2, place Pierre Meunier - 21300 Chenôve

Tél : 03 80 51 55 00

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 3 juillet 2017,

Et désignée sous le terme « la Ville de Chenôve »,

Et,

KEOLIS – Divia

Dijon mobilité

- 21000 Dijon

Tel :

N° S.I.R.E.T. :

Représentée par son directeur, Monsieur,

Et désignée sous le terme « Divia »

Préambule

Kéolis-Divia est un acteur majeur du bassin de vie du Grand Dijon mobilisant de nombreux habitants de Dijon Métropole en garantissant la circulation sur ce territoire.

Avec l'ouverture du Cèdre, centre culturel et de rencontres, la Ville de Chenôve s'investit fortement dans cette dynamique locale et a la volonté de développer et mettre en œuvre des outils visant à favoriser l'accueil de tous les publics de Dijon Métropole.

Article 1-Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'établissement d'un partenariat entre la Ville de Chenôve et Kéolis Divia Mobilité, dans le but de :

- Promouvoir l'offre culturelle de la ville de Chenôve auprès des abonnés Divia Mobilités,
- Proposer aux abonnés Divia Mobilités un accès privilégié aux spectacles programmés au Cèdre dans le cadre de la saison culturelle produite par la Ville de Chenôve.

Article 2- Durée de la convention

La présente convention est réputée en vigueur sur une période d'un an à compter de sa date de signature et sera renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve d'une dénonciation par lettre recommandée accusé réception, 3 mois avant la date d'effet de la dénonciation. Les parties contractantes s'engagent à s'informer de toute modification qui pourrait intervenir et à la formaliser par un avenant à la présente convention.

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi du courrier de résiliation par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 3-Engagements de la Ville de Chenôve

La Ville de Chenôve s'engage à :

- Faire bénéficier aux abonnés Divia Mobilités (Bus, Tram, Vélo, Parking) du tarif réduit sur les spectacles qu'elle produit. L'octroi du tarif réduit se fera uniquement sur présentation de justificatif au guichet lors de l'achat des places (une place par abonné) en cours de validité.

Des opérations spécifiques de promotion pourront être organisées. Elles seront définies conjointement, entre les services concernés des parties contractantes, en début de saison.

Article 4 - Engagements de Divia

Kéolis Divia Mobilité s'engage à :

- Introduire Le Cèdre parmi les partenaires du Club Divia
- Promouvoir certaines manifestations culturelles organisées par la Ville de Chenôve,

Article 5 – Règlement des litiges

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de tenter de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur la validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation sera porté devant les tribunaux compétents de Dijon.

Fait en deux exemplaires à Chenôve, le

Pour la Ville de Chenôve
Monsieur le Maire

Pour Divia / Keolis
Monsieur le Directeur

Thierry FALCONNET

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_059

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE S.A.M.S.A.H ET LA VILLE DE CHENOVE

Le S.A.M.S.A.H, Service de la Mutualité Française Bourguignonne, s'adresse à des adultes reconnus en situation de handicap orientés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées. La mission du S.A.M.S.A.H est d'apporter aux personnes accompagnées les moyens de compensation nécessaires pour leur maintien à domicile.

Le S.A.M.S.A.H propose donc aujourd'hui un accompagnement médico-social fondé sur un Projet d'Accompagnement Individualisé à des personnes qui présentent des handicaps physiques et associés, dont les pathologies ont entraîné un certain nombre de séquelles sociales qui nécessitent en plus d'un suivi médical, un accompagnement social et paramédical. Dans le cadre des missions qui lui sont confiées, il assure la coordination des personnes ou services partenaires qui interviennent au domicile de la personne accompagnée.

Le S.A.M.S.A.H, selon les termes de l'article D 312-155-10 du décret n° 2005-223 du 11 mars 2005, assure l'accompagnement de personnes adultes reconnues en situation de handicap dont les déficiences et les incapacités nécessitent, en sus des interventions de l'article 2 concernant les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale, et dans des proportions adaptées aux besoins de chaque personne :

- Des soins réguliers et coordonnés au domicile de la personne,
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Il s'adresse à des personnes qui vivent soit en milieu urbain soit en milieu rural sur le territoire de la Côte d'Or. Les besoins et attentes des personnes en situation de handicap sont identifiés, analysés par le Service et la personne accompagnée (soins, hébergement, santé, soutien aux aidants naturels...). Des objectifs sont ainsi déterminés et formalisés dans un Projet Individualisé d'Accompagnement évalué au minimum chaque année. Ce projet, signé par la personne et par le Service, est un véritable engagement à travailler ensemble.

La Ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux objectifs suivants :

- Renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- Favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- Encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- Créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre le S.A.M.S.A.H et la Ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes formalités et démarches nécessaires à la mise en œuvre de la convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

LA VILLE DE CHENOVE

2, place Pierre Meunier - 21300 Chenôve

Tél : 03 80 51 55 00

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 3 juillet 2017,

Et désignée sous le terme la Ville de Chenôve,

Et

LE SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL POUR ADULTES HANDICAPÉS de la Mutualité Française Bourguignonne

2 rue des Aiguillons – 21800 Quetigny

Tél : 03 80 30 00 20

N° S.I.R.E.T. : 775 567 761 01130

Représenté par Monsieur Hacène BOUHALASSA en qualité de Directeur,

Et désignée sous le terme le SAMSAH,

Préambule

La Ville de Chenôve

Références aux objectifs généraux de politiques publiques dans lesquels s'inscrit la convention.

La Ville de Chenôve mène au quotidien une politique culturelle d'ambition. Trois axes sont privilégiés à savoir la promotion de la diversité, la recherche de la participation des habitants et la défense de la création. Ces principes généraux s'inscrivent pleinement dans la politique de développement social, culturel et urbain voulue par la Ville de Chenôve :

- Poursuivre la mutation urbaine engagée et conforter l'attractivité du quartier
- Promouvoir une politique de peuplement équilibrée
- Améliorer le cadre de vie des habitants
- Garantir la tranquillité publique pour mieux vivre ensemble

- Proposer une offre éducative support de la réussite des quartiers
- Dynamiser la politique de l'emploi
- Favoriser le développement économique dans le quartier
- Développer une politique de santé publique locale
- Renforcer la prise en compte du vieillissement de la population
- Favoriser la participation des habitants

Le SAMSAH

Le SAMSAH, Service de la Mutualité Française Bourguignonne (MFBSSAM), s'adresse à des adultes reconnus en situation de handicap orientés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées.

La mission du SAMSAH est d'apporter aux personnes accompagnées les moyens de compensation nécessaires pour leur maintien à domicile.

Le SAMSAH propose donc aujourd'hui un accompagnement médico-social fondé sur un Projet d'Accompagnement Individualisé à des personnes qui présentent des handicaps physiques et associés dont les pathologies ont entraîné un certain nombre de séquelles sociales qui nécessitent en plus d'un suivi médical, un accompagnement social et paramédical.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées il assure la coordination des personnes ou services partenaires qui interviennent au domicile de la personne accompagnée.

Le SAMSAH, selon les termes de l'article D 312-155-10 du décret mars 20015, assure l'accompagnement de personnes adultes reconnues en situation de handicap dont les déficiences et les incapacités nécessitent, en sus des interventions de l'article 2 concernant les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale, et dans des proportions adaptées aux besoins de chaque personne :

- Des soins réguliers et coordonnés au domicile de la personne
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert

Il s'adresse à des personnes qui vivent soit en milieu urbain soit en milieu rural sur le territoire de la Côte d'Or.

Les besoins et attentes des personnes en situation de handicap sont identifiés, analysés par le Service et la personne accompagnée (soins, hébergement, santé, soutien aux aidants naturels..). Des objectifs sont ainsi déterminés et formalisés dans un Projet Individualisé d'Accompagnement évalué au minimum chaque année. Ce projet, signé par la personne et par le Service, est un véritable engagement à travailler ensemble.

Article 1 – Engagement des parties

La Ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux modalités définies ci-après.

Article 2 – Objectifs

- Renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- Favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- Encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires.
- Créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion ;

Article 3 – Engagements de la ville de Chenôve

La Ville de Chenôve s'engage à

4.1 Informer les relais du SAMSAH

- Présenter les établissements culturels de Chenôve et leur offre,
- Informer régulièrement les relais sur l'actualité culturelle de la Ville,
- Apporter conseils et soutien pour permettre une pleine réussite de ces initiatives.

4.2 Faciliter la sortie culturelle

- Préparer les sorties avec les intervenants,
- Mettre à disposition, quand cela est possible, des invitations pour certains spectacles produits par la Ville de Chenôve,
- Assurer, si nécessaire, l'accueil sur place,
- Permettre au public d'accéder à l'offre des établissements de Chenôve.

4.3 Inscrire ces sorties dans la durée

- Organiser des visites guidées des équipements culturels,
- Permettre au public d'assister à des répétitions et/ou à des rencontres avec les artistes,
- Donner des pistes de prolongements possibles.

Article 4 – Engagements du SAMSAH

Le SAMSAH s'engage à :

5.1 Transmettre les informations à ses patients

- Présenter les établissements culturels de Chenôve et leur offre,
- Relayer les informations sur l'actualité culturelle de la Ville.

5.2 Faciliter la sortie culturelle

- Mobiliser ses patients sur les sorties proposées,
- Préparer les sorties avec les professionnels de la Direction des Affaires Culturelles de la Ville de Chenôve,
- Permettre à ses patients d'accéder à l'offre des établissements de Chenôve par la mise à disposition ponctuellement d'invitations au bénéfice des usagers

5.3 Inscrire ces sorties dans la durée

- Inscrire les sorties culturelles dans une politique durable.

Article 5 – Modalités d'exécution

5.1 Programme d'actions pour la saison

Les partenaires s'engagent à se réunir au mois de septembre afin d'établir ensemble d'un programme définissant les actions mises en œuvre pour la saison culturelle à venir. Si nécessaire, et avec l'accord des deux parties, ce programme d'actions pourra évoluer et être modifié, enrichi et réadapté aux besoins en cours d'année.

5.2 Réunions

Les partenaires se réuniront au minimum deux fois dans l'année en juin et septembre ainsi que chaque fois qu'ils l'estimeront nécessaire.

5.3 Evaluation

Un bilan de toutes les actions menées sur la saison, dont les modalités seront déterminées par les partenaires, sera réalisé chaque mois de juin. Cette évaluation aura pour but de mesurer l'impact du programme d'action au regard des objectifs fixés et de définir, le cas échéant, des critères d'amélioration du dispositif.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 30 juin 2019. A l'issue de cette période, les parties conviennent d'examiner les conditions de conclusion d'une nouvelle convention.

Si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée peut résilier de plein droit la présente convention suite à mise en demeure restée sans effet.

Fait en deux exemplaires à Chenôve, le

Pour La Ville de Chenôve
Le Maire

Pour le SAMSAH
Le Directeur

Thierry FALCONNET

Hacène BOUHALASSA

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_060

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE FOYER DU MAIL MUTUALITE FRANCAISE ET LA VILLE DE CHENOVE

Le Foyer Mutualiste "Le Mail" est un établissement médico-social géré par la Mutualité Française Bourguignonne. Il a un agrément pour l'accueil de 128 personnes.

Les personnes accueillies dans l'établissement sont majoritairement des personnes qui présentent une déficience intellectuelle, mais il reçoit également des personnes ayant comme handicap principal un handicap psychique ou un handicap moteur. Le Foyer Mutualiste "Le Mail" est un établissement médico-social travaillant sur la base d'un accompagnement éducatif qui vise à favoriser l'acquisition de la plus grande autonomie possible pour les personnes en situation de handicap. Il établit avec les personnes un projet de vie dont l'ambition est d'aider ces dernières à avoir la vie la plus proche possible de celle des citoyens valides. Il organise son activité sur deux sites : Chenôve et Quetigny, et son siège est situé 12 rue G. Sand à Chenôve.

La Ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux objectifs suivants :

- renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre le Foyer du Mail et la Ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes formalités et démarches nécessaires à la mise en œuvre de la convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

LA VILLE DE CHENOVE

2, place Pierre Meunier - 21300 Chenôve

Tél : 03 80 51 55 00

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 3 juillet 2017,

Et désignée sous le terme la Ville de Chenôve,

Et

LE FOYER DU MAIL de la Mutualité Française Bourguignonne

12 rue George Sand - 21300 Chenôve

Tél : 03 80 52 59 41

Représenté par Monsieur Yves BERTHOLON en qualité de Directeur,

Et désigné sous le terme le Foyer du Mail,

Préambule

La Ville de Chenôve

Références aux objectifs généraux de politiques publiques dans lesquels s'inscrit la convention.

La Ville de Chenôve mène au quotidien une politique culturelle d'ambition. Trois axes sont privilégiés à savoir la promotion de la diversité, la recherche de la participation des habitants et la défense de la création. Ces principes généraux s'inscrivent pleinement dans la politique de développement social, culturel et urbain voulue par la Ville de Chenôve :

- Poursuivre la mutation urbaine engagée et conforter l'attractivité du quartier
- Promouvoir une politique de peuplement équilibrée
- Améliorer le cadre de vie des habitants
- Garantir la tranquillité publique pour mieux vivre ensemble
- Proposer une offre éducative support de la réussite des quartiers
- Dynamiser la politique de l'emploi

- Favoriser le développement économique dans le quartier
- Développer une politique de santé publique locale
- Renforcer la prise en compte du vieillissement de la population
- Favoriser la participation des habitants

Le Foyer Mutualiste le Mail

Présentation

Le Foyer Mutualiste "Le Mail" est un établissement médico-social géré par la Mutualité Française Bourguignonne. Il a un agrément pour l'accueil de 128 personnes. Son activité est financée par le Conseil Départemental de Côte d'Or.

Les personnes accueillies dans l'établissement sont majoritairement des personnes qui présentent une déficience intellectuelle mais il reçoit également des personnes ayant comme handicap principal un handicap psychique ou un handicap moteur.

Il organise son activité sur deux sites : Chenôve et Quetigny et son siège est situé 12 rue G. Sand à Chenôve.

Les missions

L'établissement assure deux missions :

✓ la mission médico-sociale

Le Foyer Mutualiste "Le Mail" est un établissement médico-social travaillant sur la base d'un accompagnement éducatif qui vise à favoriser l'acquisition de la plus grande autonomie possible pour les personnes en situation de handicap. Il établit avec les personnes un projet de vie dont l'ambition est d'aider ces dernières à avoir la vie la plus proche possible de celle des citoyens valides. Ce sont des professionnels qualifiés qui composent l'équipe pluridisciplinaire en charge de la définition et la réalisation de ce projet qui concerne des domaines très variés (emploi, aide à gestion administrative, loisirs, culture, santé, accès à la citoyenneté.)

✓ la mission d'hébergement

L'ensemble des personnes accompagnées bénéficient d'un appartement individuel au sein de l'établissement ou dans des appartements diffus sur les villes de Quetigny et Chenôve.

L'assurance de bonnes conditions de logement, l'entretien du linge, l'entretien matériel et ménager, la livraison des repas, l'accès aux loisirs et à la culture sont les prestations proposées aux résidents du foyer. Cette offre d'hébergement constitue, notamment pour les apprentissages, un support important pour le travail éducatif engagé par l'établissement en fonction des capacités de chacun.

Article 1 – Engagement des parties

La Ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux modalités définies ci-après.

Article 2 – Objectifs

- Renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- Favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- Encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- Créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion ;

Article 3 – Engagements de la ville de Chenôve

La Ville de Chenôve s'engage à

4.1 Informer les relais du Foyer du Mail

- Présenter les établissements culturels de Chenôve et leur offre,
- Informer régulièrement les relais sur l'actualité culturelle de la Ville,
- Apporter conseils et soutien pour permettre une pleine réussite de ces initiatives.

4.2 Faciliter la sortie culturelle

- Préparer les sorties avec les intervenants,
- Mettre à disposition, quand cela est possible, des invitations pour certains spectacles produits par la Ville de Chenôve,
- Assurer, si nécessaire, l'accueil sur place,
- Permettre au public d'accéder à l'offre des établissements culturels de Chenôve.

4.3 Inscrire ces sorties dans la durée

- Organiser des visites guidées des équipements culturels,
- Permettre au public d'assister à des répétitions et/ou à des rencontres avec les artistes,
- Donner des pistes de prolongements possibles.

Article 4 – Engagements du Foyer du Mail

Le Foyer du Mail s'engage à :

5.1 Transmettre les informations à ses patients

- Présenter les établissements culturels de Chenôve et leur offre,
- Relayeur les informations sur l'actualité culturelle de la Ville.

5.2 Faciliter la sortie culturelle

- Mobiliser ses patients sur les sorties proposées,
- Préparer les sorties avec les professionnels de la Direction des Affaires Culturelles de la Ville de Chenôve,
- Permettre à ses patients d'accéder à l'offre des établissements culturels de Chenôve.

5.3 Inscrire ces sorties dans la durée

- Inscrire les sorties culturelles dans une politique durable.

Article 5 – Modalités d'exécution

5.1 Programme d'actions pour la saison

Les partenaires s'engagent à se réunir au mois de septembre afin d'établir ensemble d'un programme définissant les actions mises en œuvre pour la saison culturelle à venir. Si nécessaire, et avec l'accord des deux parties, ce programme d'actions pourra évoluer et être modifié, enrichi et réadapté aux besoins en cours d'année.

5.2 Réunions

Les partenaires se réuniront au minimum deux fois dans l'année en juin et septembre ainsi que chaque fois qu'ils l'estimeront nécessaire.

5.3 Evaluation

Un bilan de toutes les actions menées sur la saison, dont les modalités seront déterminées par les partenaires, sera réalisé chaque mois de juin. Cette évaluation aura pour but de mesurer l'impact du programme d'action au regard des objectifs fixés et de définir, le cas échéant, des critères d'amélioration du dispositif.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 30 juin 2019. A l'issue de cette période, les parties conviennent d'examiner les conditions de conclusion d'une nouvelle convention.

Si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée peut résilier de plein droit la présente convention suite à mise en demeure restée sans effet.

Fait en deux exemplaires à Chenôve, le

Pour La Ville de Chenôve
Le Maire

Pour le Foyer du Mail
Le directeur

Thierry FALCONNET

Yves BERTHOLON

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_061

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 19 RUE LEON GAMBETTA

La commune envisage d'acquérir un ensemble immobilier sis 19 rue Léon Gambetta, propriété des Consorts MORIN.

Cette démarche foncière s'inscrit dans le cadre des opérations du Programme Local de l'Habitat et tient compte du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) en vue de maintenir la dynamique démographique, voire reconquérir de la population en lien avec les politiques d'agglomérations (PLH, PLUiHD, Projet de Territoire...).

Cette propriété bâtie sur 1 059 m² de terrain située à proximité immédiate du cœur de ville en cours d'aménagement (ZAC Centre-ville) permettra de répondre pour partie aux enjeux de développement urbain poursuivi par la commune, notamment dans la perspective du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine en cours de définition.

Il pourrait s'agir ainsi d'un programme de construction d'une capacité d'environ 10 à 20 logements dont les caractéristiques précises ne sont toutefois pas arrêtées à ce jour.

Un montant d'acquisition de 260 000 € conforme à l'avis de France Domaine, hors frais notariés, a été négocié entre les propriétaires et la commune.

Toutefois, compte tenu du coût de l'opération, outre celui des opérations mises en œuvre sur l'ensemble de la commune, l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local des collectivités de Côte d'Or (EPFL) situé à Dijon, serait sollicitée pour cette nouvelle acquisition.

Ainsi, l'établissement foncier se substituerait à la ville de Chenôve en procédant lui-même à l'acquisition dans le cadre de ses compétences identifiées dans le règlement d'intervention adopté par son conseil d'administration le 25 février 2005 et modifié par délibération du 17 septembre 2009,

Conformément à ce règlement, la ville de Chenôve solliciterait son intervention au titre du volet « Habitat, logement social et recomposition urbaine ».

L'EPFL rétrocéderait ensuite le bien à la ville à l'issue d'une durée maximale de 4 ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition, cette durée pouvant être renouvelée sous forme de deux tranches de deux années, chacune sous réserve de l'accord de l'établissement foncier.

Il est également précisé qu'à tout moment, la ville pourra demander la rétrocession du bien.

Outre le principe du rachat du tènement foncier en propre ou par tout organisme désigné par la ville de Chenôve pour reprendre le bien, cette dernière s'engagerait par ailleurs sur les conditions financières suivantes :

- paiement du prix de la rétrocession :

Ce prix comprendrait le montant d'acquisition et les frais qui y sont liés (frais d'actes notamment).

- participation aux frais financiers du portage :

Le taux s'élèverait à 2 % par an pour la période de portage initiale et à 3 % par an pour la période de prolongation éventuelle. Ce taux porterait sur le prix de base. La référence retenue est l'Euribor 12 mois.

- remboursement des impôts et taxes :

Il s'agit de la part communale des impôts et taxes payés par l'EPFL au titre des biens objets de la réserve foncière.

Enfin la ville de Chenôve conserverait la gestion dudit bien, sa jouissance et en conséquence, les responsabilités liées à son administration (notamment son gardiennage) et à sa conservation.

Considérant les caractéristiques de cette opération,

Vu l'avis de France Domaine du 20 avril 2017,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local dans le cadre du projet susvisé et selon les modalités et délais d'acquisition exposés, en s'engageant en conséquence à respecter l'ensemble des dispositions du règlement d'intervention modifié de l'établissement foncier adopté le 25 février 2005 et notamment à racheter le bien dont

l'acquisition est projetée à l'issue de la période maximale précisée ci-dessus et aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : D'autoriser par ailleurs Monsieur le Maire à solliciter un paiement annuel de la participation aux frais de portage,

ARTICLE 3 : Dès lors que l'EPFL aura statué favorablement sur la demande de la ville de Chenôve, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer avec l'établissement foncier la convention opérationnelle qui formalisera les conditions telles que détaillées dans le précédent exposé,

ARTICLE 4 : D'autoriser par ailleurs la signature d'une convention permettant le portage du bien par la ville de Chenôve,

ARTICLE 5 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous autres actes liés à ce dossier et à effectuer toutes démarches et formalités nécessaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

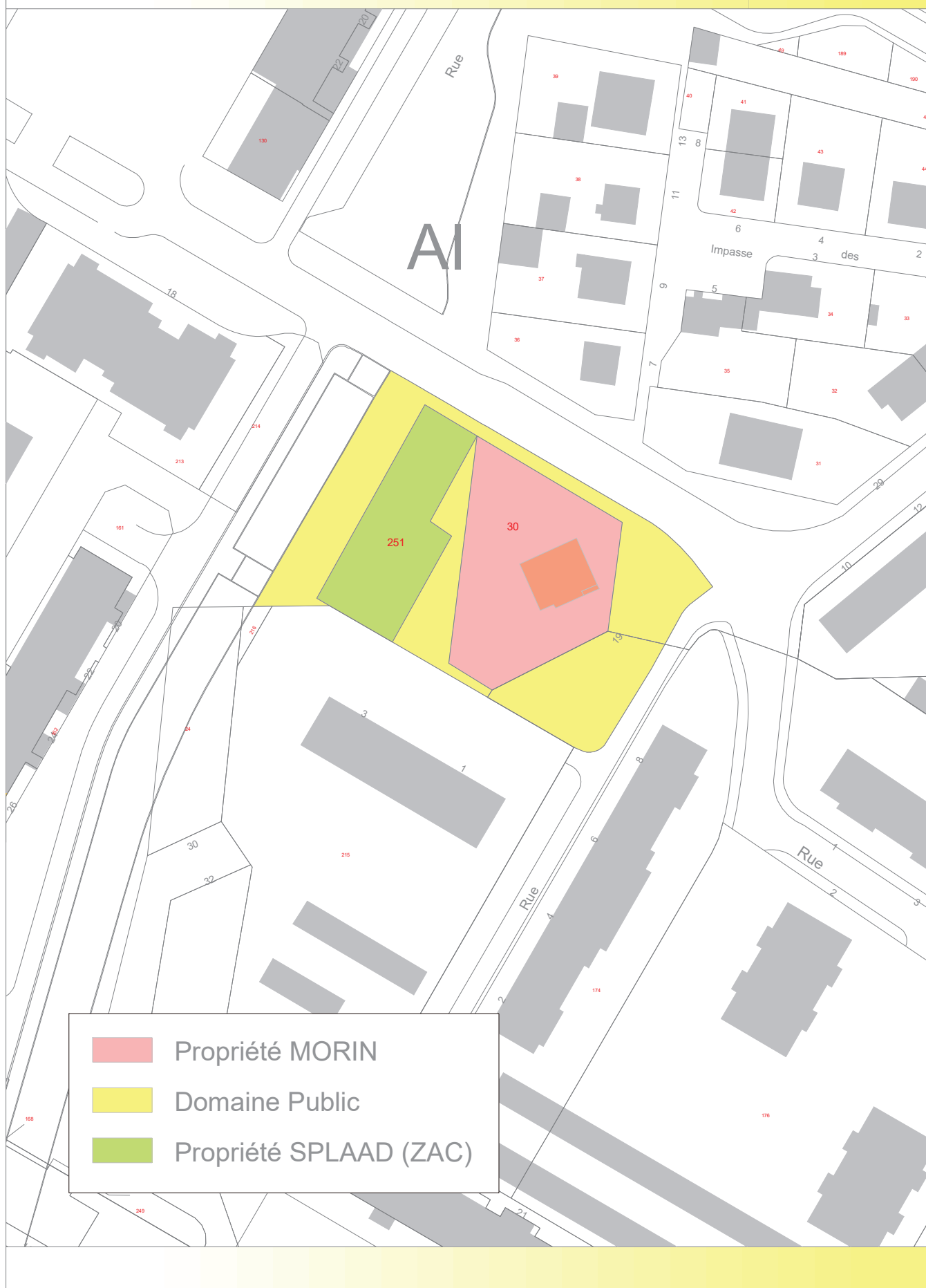
VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_062

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE PARCELLE FONCIERE 60 RUE LEON GAMBETTA

La commune a vendu à Monsieur ZIDANE Mokhtar en novembre 2014, le bâtiment « café des Marronniers » sis au 60 rue Léon Gambetta.

Pour rappel, il bénéficiait depuis des années d'un bail consenti par la commune portant sur l'usage des locaux du bar et l'occupation d'un logement situé dans ce bâtiment.

Suite à cette acquisition, M. ZIDANE a obtenu un permis de construire portant sur l'aménagement dans ce bâtiment d'un 2^{ème} logement et d'un garage.

La vente consentie ne portait que sur l'emprise foncière stricte du bâtiment existant et de la terrasse en pignon Nord.

M. ZIDANE souhaiterait acquérir une parcelle d'environ 55 m² jouxtant le bâtiment et située en façade Ouest, à détacher de la parcelle cadastrée AI 255 et appartenant à la commune. Son objectif étant de privatiser cet espace afin de stationner ses véhicules.

Il convient donc à présent et préalablement à la cession de procéder à la désaffectation et

au déclassement de cet espace afin de le sortir du domaine public.

Cet espace jouxtant le bâtiment, propriété de Monsieur ZIDANE, n'apparaît pas d'un usage spécifique pour la collectivité, et n'ayant pas de fonction de circulation ou de stationnement, une enquête publique préalable au lancement de cette procédure n'est pas requise.

Considérant les caractéristiques de cette opération,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De prendre acte de la désaffectation de cette parcelle foncière dépendant du domaine public de la collectivité, conformément au plan annexé,

ARTICLE 2 : De prononcer ensuite le déclassement de cet espace désigné ci-dessus,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents préalables nécessaires pour réaliser la division parcellaire,

ARTICLE 4 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à cette désaffectation puis à ce déclassement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire



Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le 18 mai 2017



Projet de cession 60 rue Gambetta

1:250

	Propriété Zidane
	Partie à désaffecter, déclasser et à céder (≈55 m²)



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_063

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CESSION D'UNE PARCELLE FONCIERE 60 RUE LEON GAMBETTA

Suite à la désaffectation et au déclassement de partie de la parcelle située 60 rue Léon Gambetta, cadastrée AI 255 (environ 55 m²), appartenant au domaine privé de la commune de Chenôve et jouxtant la propriété de Monsieur ZIDANE, il est proposé, dans la mesure où ce tènement foncier n'a pas d'utilité pour la collectivité, d'autoriser sa cession, pour un montant de 8 000 € correspondant à l'estimation de France Domaine.

Les frais de géomètre nécessaires pour cette opération seront à la charge de la commune, les frais notariés étant pris en charge par l'acquéreur.

Considérant les caractéristiques de cette opération,

Vu l'avis de France Domaine, en date du 3 avril 2017,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession foncière de cette parcelle d'environ 55 m² à Monsieur ZIDANE aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant,

ARTICLE 3 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire



Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le 18 mai 2017



Projet de cession 60 rue Gambetta

1:250

 Propriété Zidane
 Partie à désaffecter, déclasser et à céder (≈55 m²)



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_064

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

PROJET REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL : AVIS DE LA COMMUNE DE CHENOVE

Pour rappel :

La délibération du conseil communautaire du 25 juin 2015 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal a défini les objectifs suivants :

- la valorisation du paysage, des entrées de la ville et d'agglomération, où se concentre l'affichage publicitaire,
- la préservation du patrimoine, en particulier, la maîtrise de l'affichage publicitaire constitue un axe essentiel du plan de gestion du dossier du vignoble des Climats de Bourgogne, visant son inscription au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO ,
- la nécessité d'intégrer les transformations du paysage urbain résultant de la mise en œuvre du tramway et des nombreux projets de renouvellement urbain ou de requalification des espaces publics,
- plus largement, la mise en cohérence de la réglementation avec les projets de développement urbain des communes, à vocation de développement économique, d'habitat ou d'équipement,
- la traduction de la politique environnementale impulsée par le Grand Dijon visant à favoriser la qualité du cadre de vie et les économies d'énergie, y compris en matière d'enseignes lumineuses et d'affichage numérique.

Faisant suite à l'analyse du diagnostic à l'échelle de l'Agglomération, tout en respectant les

prescriptions du Code de l'Urbanisme en matière de concertation, la Communauté Urbaine du Grand Dijon, en étroite collaboration avec les communes, les personnes publiques associées, les professionnels et le public, a arrêté par délibération du 30 mars 2017, le projet de règlement local de publicité intercommunal (RLPi) du Grand Dijon devenu Dijon Métropole.

Dans le cadre de la consultation des communes au titre des prescriptions du Code de l'Urbanisme, la commune de Chenôve est sollicitée pour émettre son avis sur le projet de RLPi.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.581-1 et suivants,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-2, L.103-3, L.153-11 et suivants,

Vu la délibération en date du 25 juin 2015 du conseil communautaire qui prescrit l'élaboration du RLPi, fixe les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

Vu les délibérations prises par les communes membres de la Communauté Urbaine du Grand Dijon entre les mois de mai et juillet 2016, actant des orientations générales du projet de règlement local de publicité intercommunal et des termes du débat mené par leur conseil municipal,

Vu la délibération en date du 30 juin 2016 du conseil communautaire actant à son tour des orientations générales du projet de règlement local de publicité intercommunal et des termes du débat mené par le conseil,

Vu la délibération en date du 30 mars 2017 du Conseil Communautaire arrêtant le projet du RLPi,

Vu le dossier transmis par la Communauté Urbaine du Grand Dijon comportant un rapport de présentation, un plan de zonage et un règlement annexés à la délibération du 30 mars 2017,

Vu le projet de règlement joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Considérant que le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal a respecté les objectifs définis dans la délibération de prescription de l'élaboration du RLPi en date du 25 juin 2015,

Considérant que le projet de RLPi va permettre de limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie, d'harmoniser la réglementation locale sur le territoire tout en tenant compte des spécificités, mais aussi d'adapter la réglementation nationale modifiée par le décret du 30 janvier 2012,

Considérant que la concertation avec la commune de Chenôve a permis de prendre en compte la spécificité de son territoire et de ses objectifs environnementaux,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'émettre un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal et arrêté par délibération du Conseil Communautaire le 30 mars 2017,

ARTICLE 2 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires dans le cadre de la finalisation du dossier du RPLi.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions
par :

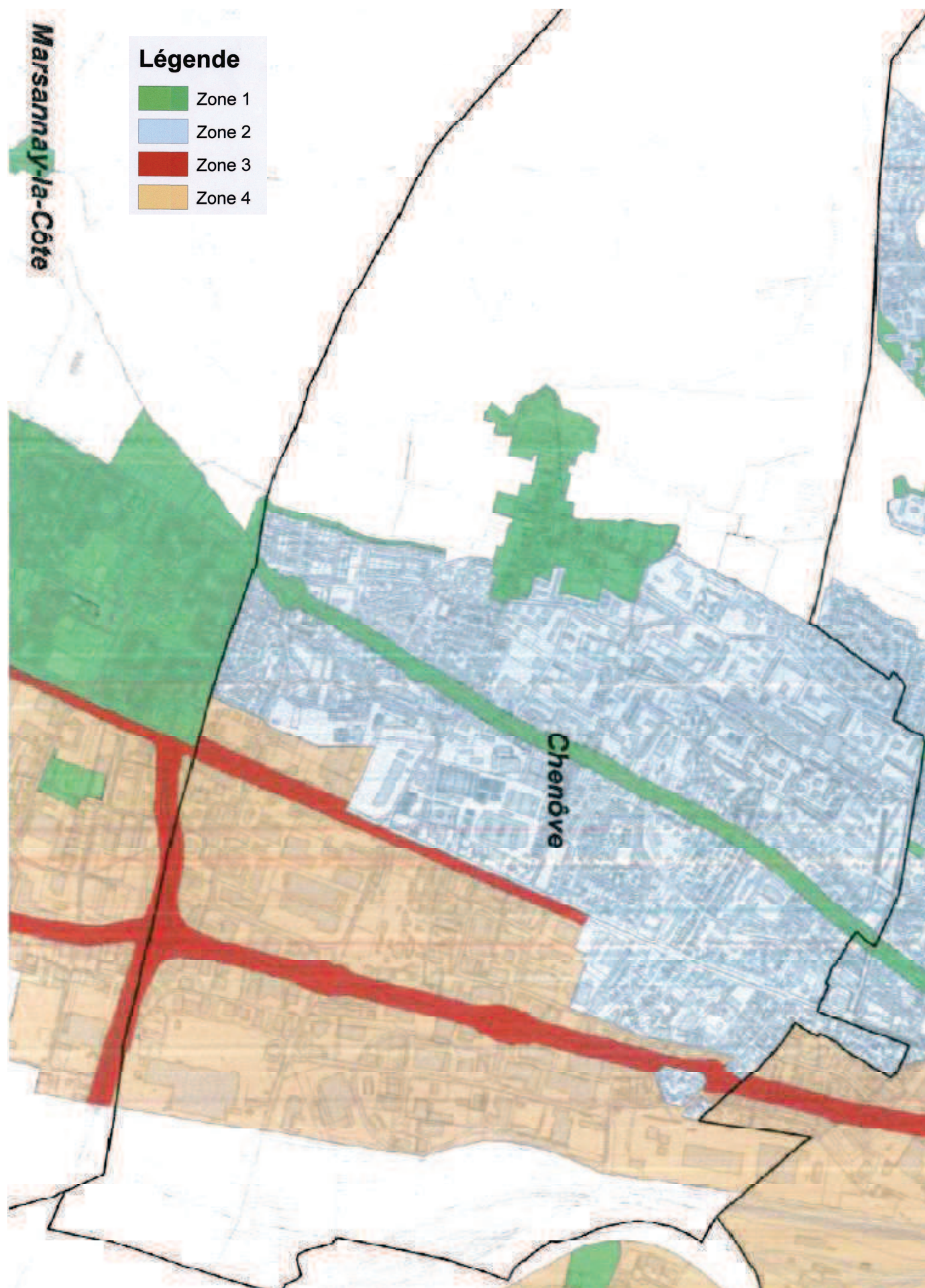
VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALGONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND DIJON

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Elaboration prescrite par la délibération du 25 juin 2015

ARRET DU PROJET

Annexé à la délibération du conseil communautaire en date du 30 mars 2017

Règlement



40, avenue du Drapeau - BP 17510 Dijon cedex Communauté urbaine de Dijon

Projet de règlement local de publicité intercommunal

Les mots ou expressions signalés par un astérisque sont explicités dans le lexique en fin de document

Le règlement local de publicité intercommunal de la communauté urbaine de Dijon complète et adapte le règlement national de publicité (RNP). Les dispositions du RNP non expressément modifiées par le présent règlement demeurent applicables.

Conformément au code de l'environnement, les préenseignes sont soumises au même régime que les publicités. En conséquence, les dispositions du présent règlement régissant la publicité s'appliquent également aux préenseignes, à l'exclusion des préenseignes dérogatoires et des préenseignes temporaires installées hors agglomération*.

Les dispositifs supportant des affiches éclairées par projection ou par transparence sont soumis, hormis pour l'extinction nocturne, aux dispositions qui régissent la publicité non lumineuse.

En application de l'article L.581-8 du code de l'environnement, il est dérogé aux interdictions prévues par le même article.

Les emplacements réservés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux associations sans but lucratif sont déterminés par arrêté municipal.

Rappel de l'article L.581-24 du code de l'environnement : « *Nul ne peut apposer de publicité ni installer une préenseigne sur un immeuble sans l'autorisation écrite du propriétaire.* » En conséquence, la pose sans autorisation de toute publicité ou préenseigne, temporaire ou non, sur le domaine public, sur un équipement public comme sur une propriété privée est interdite.

Construction du règlement et zonage

Le présent règlement institue quatre types de zones en agglomération*. Ces zones correspondent schématiquement :

- pour la zone 1 : au cœur historique des communes, à la zone centrale des sites UNESCO des Climats du vignoble de Bourgogne, aux sites patrimoniaux remarquables (SPR, qui ont remplacé le secteur sauvegardé de Dijon et les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine - AVAP), aux rives des cours d'eau, aux parcs et jardins protégés, aux abords des monuments historiques, aux éléments du patrimoine bâti d'intérêt local et à différents lieux identifiés pour leur caractère remarquable ;
- pour la zone 2 : aux axes du tramway, aux entrées de ville et d'agglomération* hors zone 3, aux écoquartiers, aux places composées et plus généralement aux secteurs qui ne sont couverts ni par la zone 1, ni par les zones 3 et 4 ;
- pour la zone 3 : à certaines sections d'axes routiers structurant l'agglomération* ;
- pour la zone 4 : aux zones d'activités et centres commerciaux périphériques.

Ces zones sont délimitées sur le plan graphique annexé, qui a valeur réglementaire.

Le régime national de publicité s'applique dans deux secteurs agglomérés :

- la cité internationale de la gastronomie et du vin ;
- l'emprise du stade Gaston Gérard.

Hors agglomération*, le règlement national de publicité s'applique, à l'exception des enseignes numériques et des enseignes scellées au sol dans le secteur UNESCO. Les règles sont définies au chapitre 5.

Les règles générales communes à toutes les zones sont décrites dans la première partie (chapitres A à F).

Les règles spécifiques propres à chaque zone sont énoncées dans la deuxième partie (chapitres 1 à 5).

Sont annexés au présent règlement :

- le document graphique faisant apparaître les zones ;
- les arrêtés municipaux fixant les limites des agglomérations. Ceux-ci seront joints au dossier de RLPi approuvé.

Première partie : Règles générales, communes à toutes les zones

A : Les publicités sur clôtures*, murs de clôture*, pignons, façades et palissades

Article A.1 : Clôtures*, murs de clôture*, pignons, façades et palissades

Les publicités sont interdites sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non.

Un support (façade ou pignon) ne peut accueillir qu'un seul dispositif.

Les dispositifs ne doivent pas masquer, même partiellement, les éléments de modénature*.

Un dispositif est implanté à 0,50 mètre au moins de toute arête. Lorsque les chaînes d'angle* sont apparentes, le dispositif est installé en retrait de celles-ci.

Si le mur comporte une ouverture de surface inférieure ou égale à 0,5 m², le dispositif est installé à 0,50 mètre au moins de celle-ci.

Aucun point d'un dispositif ne peut s'élever à plus de 6 mètres du sol, mesurés au pied du mur.

Article A.2 : Palissades de chantier

En toute zone, la réglementation nationale s'applique.

Article A.3 : Matériels

Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Toutefois, les passerelles intégralement repliables sont admises ; elles demeurent pliées en l'absence des personnels chargés de les utiliser. Elles doivent être peintes d'une couleur approchant celle du mur support.

B : Les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol

Article B.1 : Matériels, implantation

La juxtaposition ou l'assemblage de plusieurs dispositifs de type « doublons », trièdres », dispositifs implantés en « V », etc., est interdite.

Lorsque le dispositif est exploité recto-verso, les deux faces ne doivent pas présenter de séparations visibles.

Lorsque le dispositif est simple face, son dos est habillé de manière à ne pas nuire au caractère comme à l'intérêt des sites et paysages avoisinants. La face exploitée et l'habillage du dos ne doivent pas présenter de séparations visibles.

Les accessoires suivants sont interdits : jambes de forces, pieds-échelle, fondations et massifs dépassant le niveau du sol.

Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Toutefois, les passerelles intégralement repliables sont admises ; elles demeurent pliées en l'absence des personnels chargés de les utiliser. Elles doivent être peintes d'une couleur identique à celle des dispositifs auxquels elles sont fixées.

Article B.2 : Chevalets

Lorsqu'ils sont posés sur le domaine public, ces dispositifs sont soumis à autorisation d'occupation du domaine public.

Un seul dispositif posé sur le sol peut être autorisé par établissement et par voie. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1,3 mètre en hauteur et 0,7 mètre en largeur.

Ces dispositifs sont installés au droit de l'établissement et ne doivent pas nuire à la sécurité et l'usage normal de la voie publique. Ils doivent notamment respecter la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté personnes handicapées, et des décrets et arrêtés en portant application.

C : Zones protégées

Article C.1 : Périmètres protégés

Les périmètres définis à l'article L.581-8* du code de l'environnement sont soumis aux dispositions de la zone ou des zones qui les recouvrent.

D : Entretien

Article D.1 : Produits d'entretien

Les produits nettoyants utilisés pour l'entretien des dispositifs doivent être neutres pour l'environnement.

E : Enseignes

Article E.1 : Enseignes

Les enseignes d'une surface supérieure à 1,5 m² sont interdites sur les murs de clôture et les clôtures*, aveugles ou non. Une enseigne de ce type peut être autorisée par voie bordant l'établissement.

Les enseignes fixées sur les arbres, les plantations arbustives ou les haies sont interdites.

Article E.2 : Enseignes temporaires

Elles peuvent être apposées au maximum 10 jours avant et doivent être retirées au maximum 1 jour après l'événement qu'elles annoncent. Une seule enseigne temporaire, d'une surface maximum de 8 m², peut être installée par voie bordant l'établissement.

Les enseignes temporaires immobilières sont admises pour la durée de l'opération à raison d'un dispositif scellé au sol ou mural, de format maximum 12 m², par unité foncière* et par voie bordant l'opération.

Article E.3 : Aspect extérieur des locaux

Tout occupant d'un local commercial visible depuis la rue ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

F : Réduction de la facture énergétique

Article F.1 : Horaires d'extinction

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 22 heures et 8 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.

G. Autorisation des dispositifs numériques

Article G.1

Indépendamment des règles applicables en matière de sécurité routière, la position, la composition des visuels diffusés et l'intensité lumineuse des panneaux numériques ne devront pas nuire à l'esthétique des lieux et ne pas avoir de caractère visuellement agressif vis-à-vis des usagers de la voie publique et des riverains. En particulier, tout clignotement ou changement brutal de couleurs est interdit, de même que les effets de type flash et l'utilisation de couleurs criardes.

Deuxième partie : Règles propres à chaque zone

Chapitre 1 : Dispositions applicables à la zone 1

Article 1.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond :

- au cœur historique des communes d'Ahuy, Bressey-sur-Tille, Bretenière, Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Corcelles-les-Monts, Crimolois, Daix, Fénay, Flavignerot, Hauteville-lès-Dijon, Longvic, Magny-sur-Tille, Marsannay-la-Côte, Neuilly-les-Dijon, Ouges, Perrigny-les-Dijon, Plombières-les-Dijon, Quetigny, Sennecey-lès-Dijon, Saint-Apollinaire, Talant ;
- à la zone centrale des sites UNESCO des Climats du vignoble de Bourgogne ;
- aux sites patrimoniaux remarquables (SPR, ex secteur sauvegardé de Dijon et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de Fontaines-les-Dijon et de Chenôve-Marsannay-Dijon (*nom provisoire*);
- aux rives des cours d'eau, jusqu'à 30 mètres des berges ;
- aux parcs et jardins identifiés aux plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes, complétés par d'autres espaces verts remarquables ;
- à un périmètre de 100 mètres dans le champ de visibilité autour des monuments historiques mentionnés à l'article L.621-30 du code du patrimoine ;
- aux éléments du patrimoine bâti d'intérêt local identifiés aux plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes, actualisés et complétés dans le cadre de l'élaboration du RLPi ;
- à Quetigny, aux quartiers résidentiels constitutifs de la « ville paysage », aux axes arborés et aux ronds-points aménagés situés dans le centre commercial ;
- à Marsannay-la-Côte, aux quartiers résidentiels s'inscrivant aux abords de la zone centrale des sites UNESCO des Climats du vignoble de Bourgogne ;
- à Chenôve, à la route des Grands Crus, constituée par les rues Maxime Guillot et de Marsannay, étendue au domaine privé sur une bande de 20 mètres de profondeur de part et d'autre de l'alignement* ;
- à Chevigny-Saint-Sauveur, aux ronds-points et aux axes arborés caractéristiques de la commune, étendus au domaine privé sur une bande de 20 mètres de profondeur de part et d'autre de l'alignement* ;
- à la section remarquable de l'avenue de Langres à Dijon comprise entre le rond-point de la Nation et la place de l'Europe, étendue au domaine privé sur une bande de 20 mètres de profondeur de part et d'autre de l'alignement*.

L'ensemble de ces lieux est repéré en vert sur le document graphique annexé au présent règlement.

Article 1.2 : Publicités supportées par le mobilier urbain*

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain.

Article 1.3 : Bâches comportant de la publicité

Les bâches de chantier peuvent être autorisées.

Les bâches publicitaires peuvent être autorisées à Dijon, sauf dans le site patrimonial remarquable (SPR) de Dijon régi par un PSMV* (ex. secteur sauvegardé).

Article 1.4 : Publicités de petit format*

Les publicités de petit format sont admises, sauf à Chenôve et à Marsannay-la-Côte. Leur surface totale par devanture* commerciale est limitée à 1 m².

Article 1.5 : Autres publicités non lumineuses et publicités éclairées par projection ou par transparence

Les chevalets sont admis, sous réserve des autorisations de stationnement.

Toute autre forme de publicité est interdite.

Article 1.6 : Publicités lumineuses, dont publicités numériques

Elles sont interdites, à l'exception des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, dans les conditions fixées par le règlement national de publicité.

Article 1.7 : Enseignes apposées sur les façades

Les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment, s'harmoniser avec la composition de la façade et prendre en considération ses différents éléments* : emplacement des baies*, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

Elles ne doivent pas nuire à l'intérêt patrimonial de l'immeuble et du site.

Les enseignes apposées sur façade sont autorisées aux conditions fixées par les chartes qualité de chaque commune, lorsqu'elles existent.

Lorsqu'une activité est située en fond de parcelle, les portiques installés sur le front de rue en continuité du bâti voisin peuvent supporter des enseignes.

La surface des enseignes numériques n'excède pas 2 m².

Pour un même établissement, la surface cumulée des enseignes, collées ou appliquées sur les vitrines ne peut excéder 20 % de la surface totale cumulée des vitrines.

Article 1.8 : Enseignes en toiture

Les enseignes en toiture sont interdites.

Article 1.9 : Enseignes scellées ou posées directement sur le sol

Les enseignes scellées au sol ou posées au sol ne peuvent être autorisées que lorsque l'établissement ne présente pas de façade visible de la voie publique. Elles n'excèdent pas 1 m² et s'harmonisent avec le site. Toutefois, les enseignes scellées au sol installées dans le périmètre de 50 mètres des ronds-points situés dans le centre commercial de Quetigny sont soumises aux dispositions de la zone 4.

Article 1.10 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques scellées ou posées directement sur le sol sont interdites.

Les enseignes numériques sont interdites dans le site patrimonial remarquable (SPR) à Chenôve et à Marsannay-la-Côte.

La surface cumulée des enseignes numériques pour un même établissement, ou ensemble d'établissements occupant une même unité foncière, ne peut excéder 1 m².

Elles sont disposées parallèlement à la façade.

Article 1.11 : Préenseignes temporaires*

Les préenseignes temporaires sont interdites, à l'exception des préenseignes temporaires signalant des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente. Leur surface est limitée à 8 m².

Chapitre 2 : Dispositions applicables à la zone 2

Article 2.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux sites à vocation principalement résidentielle, et plus généralement aux secteurs qui ne sont couverts ni par la zone 1, ni par les zones 3 et 4.

Elle comprend notamment :

- les axes du tramway, étendus au domaine privé sur une bande de 20 mètres de profondeur de part et d'autre à partir de l'alignement* ;
- les entrées de ville et d'agglomération hors zone 3 ;
- les écoquartiers ;
- les places composées ;

L'ensemble de ces lieux est repéré en bleu sur le document graphique annexé.

Article 2.2 : Publicités supportées par le mobilier urbain*

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain.

Article 2.3 : Bâches comportant de la publicité

Les bâches de chantier et les bâches publicitaires peuvent être autorisées, dans les conditions prévues par le règlement national de publicité.

Article 2.4 : Publicités de petit format*

Les publicités de petit format sont admises. Leur surface totale par devanture commerciale est limitée à 1 m².

Article 2.5 : Autres publicités non lumineuses et publicités éclairées par projection ou par transparence

La surface unitaire des publicités ne peut excéder 2 m².

Un seul dispositif peut être installé par unité foncière*.

Les publicités scellées au sol ou posées directement sur le sol sont interdites dans les communes ne comportant aucun secteur aggloméré de plus de 10 000 habitants* et qui n'appartiennent pas à l'unité urbaine de Dijon.

La publicité est interdite dans la zone 2 qui entoure le site patrimonial remarquable (SPR, ex-aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, AVAP) de la commune de Fontaine-lès-Dijon.

Article 2.6 : Publicités lumineuses, dont publicités numériques

Elles sont interdites, à l'exception des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, dans les conditions fixées par le règlement national de publicité.

Article 2.7 : Enseignes apposées sur les façades

Les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment, s'harmoniser avec la composition de la façade et prendre en considération ses différents éléments : emplacement des baies*, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

Elles ne doivent pas nuire à l'intérêt patrimonial de l'immeuble et du site.

Les enseignes apposées sur façade sont autorisées aux conditions fixées par les chartes qualité de chaque commune, lorsqu'elles existent.

Lorsqu'une activité est située en fond de parcelle, les portiques installés sur le front de rue en continuité du bâti voisin peuvent supporter des enseignes.

La surface des enseignes numériques n'excède pas 2 m².

Pour un même établissement, la surface cumulée des enseignes, collées ou appliquées sur les vitrines ne peut excéder 35 % de la surface totale cumulée des vitrines.

Article 2.8: Enseignes en toiture

Les enseignes en toiture sont interdites, sauf impossibilité technique, ou lorsque la façade commerciale est située en contrebas de la voie publique.

Article 2.9 : Enseignes scellées ou posées directement sur le sol

En application du règlement national de publicité, le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées à un dispositif.*

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière*, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière* et présenter un aspect harmonisé.

De forme libre, le dispositif s'inscrit obligatoirement dans un volume présentant les caractéristiques suivantes :

Hauteur maximum : 4 mètres

Largeur maximum : 1,5 mètre

Epaisseur maximum : 0,50 mètre

Les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés, sauf à Chenôve et à Marsannay-la-Côte. Leur hauteur est limitée à 6 mètres. Lorsque leur surface excède 1 m², ils se substituent à toute autre enseigne scellée au sol ou posée au sol, et sont limités à un le long de chaque voie bordant l'activité. Lorsque leur surface unitaire est inférieure à 1 m², leur nombre est limité à un par tranche de 50 mètres de la façade de l'unité foncière*. Les mâts autorisés sur chaque voie peuvent être regroupés.

Article 2.10 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques scellées ou posées directement sur le sol sont interdites.

La surface cumulée des enseignes numériques pour un même établissement, ou ensemble d'établissements occupant une même unité foncière, ne peut excéder 2 m². Dans la zone du « petit Forum » à Marsannay-la-Côte, cette surface cumulée ne peut excéder 1 m².

Article 2.11 : Préenseignes temporaires

Les préenseignes temporaires peuvent être apposées au maximum 10 jours avant et doivent être retirées au maximum 1 jour après l'événement qu'elles annoncent. Leur surface est limitée à 2 m² et leur nombre à 4 par établissement et par opération.

La surface des préenseignes temporaires signalant des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente est limitée à 8 m².

Chapitre 3 : Dispositions applicables à la zone 3

Article 3.1 : Définition de la zone

Cette zone recouvre les voies structurantes de l'agglomération* étendues au domaine privé sur une bande de 20 mètres de profondeur de part et d'autre à partir de l'alignement*.
Elles sont repérées en rouge sur le plan annexé.

Article 3.2 : Publicités supportées par le mobilier urbain*

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain.

Article 3.3 : Bâches comportant de la publicité

Les bâches de chantier et les bâches publicitaires peuvent être autorisées, dans les conditions prévues par le règlement national de publicité.

Article 3.4 : Publicités de petit format*

Les publicités de petit format sont admises. Leur surface totale par devanture* commerciale est limitée à 1 m².

Article 3.5 : Autres publicités non lumineuses et publicités éclairées par projection ou par transparence

La surface unitaire des publicités ne peut excéder 8 m². *Le règlement national de publicité les limite à une surface unitaire maximum de 4 m² dans les communes n'appartenant pas à l'unité urbaine de Dijon.*

En bordure de la route de Beaune à Marsannay-la-Côte, la surface unitaire des publicités ne peut excéder 2m².

Tout dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol d'une surface supérieure à 2 m² est de type « monopied ». Ce pied est vertical, sa largeur n'excède pas le quart de la largeur totale du dispositif.

La hauteur d'un dispositif ne peut excéder 6 mètres au-dessus du niveau du sol. De plus, la hauteur du point le plus haut des dispositifs doit être comprise entre 5 mètres et 6 mètres par rapport au niveau de la voie la plus proche.

Un dispositif scellé au sol supportant une publicité d'une surface supérieure à 2 m² ne peut être implanté à moins de 10 mètres au droit* d'une façade non-aveugle ou d'un pignon non-aveugle d'un bâtiment d'habitation.

La hauteur d'un dispositif ne peut excéder la hauteur d'un bâtiment, quelle que soit sa nature, situé à moins de 10 mètres.

Dans les communes n'appartenant pas à l'unité urbaine de Dijon, les publicités scellées au sol sont interdites par le règlement national de publicité.

Article 3.5.1 : Densité des publicités

Les publicités scellées au sol ou posées sur le sol sont interdites sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est inférieur ou égal à 20 mètres linéaires. Cette longueur est portée à 40 mètres sur le territoire de la commune de Sennecey et de Marsannay-la-Côte.

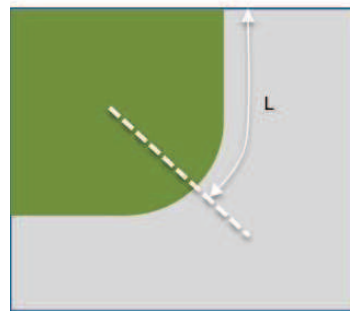
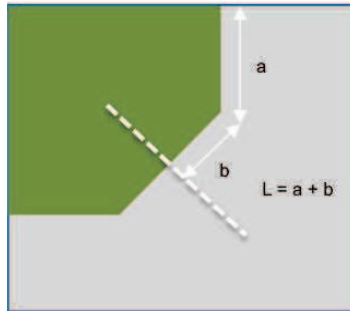
Un seul dispositif, mural, scellé au sol ou posé sur le sol peut être installé sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est supérieur à 20 mètres linéaires et inférieur ou égal à 100 mètres linéaires.

Il peut être double face pour les dispositifs scellés au sol.

Sur les unités foncières* dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est supérieur à 100 mètres linéaires, un dispositif supplémentaire, mural, scellé au sol ou posé sur le sol, par tranche de 100 m commencée est autorisé. Lorsqu'ils sont situés dans le même champ de visibilité, ces dispositifs respectent entre eux une distance de 40 m.

Lorsque l'unité foncière* est bordée de plusieurs voies, les longueurs ne peuvent être cumulées entre elles. Seul le côté le plus long bordant une seule voie est pris en compte.

Les pans-coupés des unités foncières* situées à l'intersection de 2 voies sont additionnés pour moitié à l'une des voies, et pour moitié à l'autre.



Article 3.6 : Publicités lumineuses, dont publicités numériques

Elles sont soumises à la règle de densité définie à l'article 3.5.1, à l'exception des publicités en toiture.

Article 3.7 : Enseignes apposées sur les façades

Elles se conforment au règlement national de publicité.

Pour un même établissement, la surface cumulée des enseignes, collées ou appliquées sur les vitrines ne peut excéder 35 % de la surface totale cumulée des vitrines.

Article 3.8 : Enseignes en toiture

Elles se conforment au règlement national de publicité.

Article 3.9 : Enseignes scellées ou posées directement sur le sol

En application du règlement national de publicité, le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées à un dispositif.*

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière*, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière* et présenter un aspect harmonisé.

De forme libre, le dispositif s'inscrit obligatoirement dans un volume présentant les caractéristiques suivantes :

Hauteur maximum : 6 mètres

Largeur maximum : 1,5 mètre

Épaisseur maximum : 0,50 mètre

A Chenôve et dans les communes ne comportant aucun secteur aggloméré de plus de 10 000 habitants*, leur surface maximum est limitée à 6 m².

Les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés. Leur hauteur est limitée à 6 mètres. Lorsque leur surface excède 1 m², ils se substituent à toute autre enseigne scellée au sol ou posée au sol, et sont limités à un le long de chaque voie bordant l'activité. Lorsque leur surface unitaire est inférieure à 1 m², leur nombre est limité à un par tranche de 50 mètres de la façade de l'unité foncière*. Les mâts autorisés sur chaque voie peuvent être regroupés.

Article 3.10 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques scellées ou posées directement sur le sol sont interdites.

La surface cumulée des enseignes numériques pour un même établissement, ou ensemble d'établissements occupant une même unité foncière*, ne peut excéder 2 m².

Article 3.11 : Préenseignes temporaires*

Les préenseignes temporaires peuvent être apposées au maximum 10 jours avant et doivent être retirées au maximum 1 jour après l'événement qu'elles annoncent. Leur nombre est limité à 4 par établissement et par opération.

La surface des préenseignes temporaires signalant des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente est limitée à 8 m².

Chapitre 4 : Dispositions applicables à la zone 4

Article 4.1 : Définition de la zone

Cette zone recouvre les zones d'activités et centres commerciaux périphériques, ainsi que certaines dotées d'équipements particuliers. Elle est repérée en orange sur le document graphique annexé.

Article 4.2 : Publicités supportées par le mobilier urbain

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain.

Article 4.3 : Bâches comportant de la publicité

Les bâches de chantier et les bâches publicitaires peuvent être autorisées, dans les conditions prévues par le règlement national de publicité.

Article 4.4 : Publicités de petit format*

Les publicités de petit format sont admises. Leur surface totale par devanture* commerciale est limitée à 1 m².

Article 4.5 : Autres publicités non lumineuses et publicités éclairées par projection ou par transparence

La surface unitaire des publicités ne peut excéder 12 m². *Le règlement national de publicité les limite à une surface unitaire maximum de 4 m² dans les communes n'appartenant pas à l'unité urbaine de Dijon.*

Tout dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol d'une surface supérieure à 2 m² est de type « monopied ». Ce pied est vertical, sa largeur n'excède pas le quart de la largeur totale du dispositif.

Dans les communes n'appartenant pas à l'unité urbaine de Dijon, les publicités scellées au sol sont interdites par le règlement national de publicité.

Article 4.5.1 : Densité des publicités

Les publicités sont interdites sur les unités foncières* dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est inférieur ou égal à 20 mètres linéaires. Cette longueur est portée à 40 mètres sur le territoire de la commune de Sennecey.

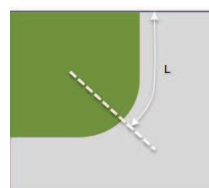
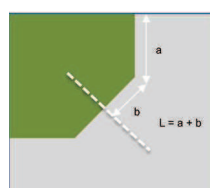
Un seul dispositif peut être installé sur les unités foncières* dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est supérieur à 20 mètres linéaires et inférieur ou égal à 100 mètres linéaires.

Il peut être double face pour les dispositifs scellés au sol.

Sur les unités foncières* dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est supérieur à 100 mètres linéaires, un dispositif supplémentaire par tranche de 100 m commencée est autorisé. Ces dispositifs respectent entre eux une distance de 40 m.

Lorsque l'unité foncière* est bordée de plusieurs voies, les longueurs ne peuvent être cumulées entre elles. Seul le côté le plus long bordant une seule voie est pris en compte.

Les pans-coupés des unités foncières* situées à l'intersection de 2 voies sont additionnés pour moitié à l'une des voies, et pour moitié à l'autre.



Article 4.6 : Publicités lumineuses, dont publicités numériques

Elles se conforment au règlement national de publicité. Elles sont soumises à la règle de densité définie à l'article 4.5.1, à l'exception des publicités en toiture.

Article 4.7 : Enseignes apposées sur les façades

Elles se conforment au règlement national de publicité.
Pour un même établissement, la surface cumulée des enseignes, collées ou appliquées sur les vitrines ne peut excéder 35 % de la surface totale cumulée des vitrines.

Article 4.8 : Enseignes en toiture

Elles se conforment au règlement national de publicité.

Article 4.9 : Enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol

En application du règlement national de publicité, le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées à un dispositif.*

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière*, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière* et présenter un aspect harmonisé.

De forme libre, le dispositif s'inscrit obligatoirement dans un volume présentant les caractéristiques suivantes :

Hauteur maximum : 6 mètres

Largeur maximum : 1,5 mètre

Epaisseur maximum : 0,50 mètre

Leur surface maximum est limitée à 6 m² dans les communes ne comportant aucun secteur aggloméré de plus de 10 000 habitants*.

Les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés. Leur hauteur est limitée à 6 mètres. Lorsque leur surface excède 1 m², ils se substituent à toute autre enseigne scellée au sol ou posée au sol, et sont limités à un le long de chaque voie bordant l'activité. Lorsque leur surface unitaire est inférieure à 1 m², leur nombre est limité à un par tranche de 50 mètres de la façade de l'unité foncière*. Les mâts autorisés sur chaque voie peuvent être regroupés.

Article 4.10 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques scellées ou posées directement sur le sol sont interdites.

La surface cumulée des enseignes numériques pour un même établissement, ou ensemble d'établissements occupant une même unité foncière*, ne peut excéder 8 m².

Article 4.11 : Préenseignes temporaires*

Les préenseignes temporaires peuvent être apposées au maximum 10 jours avant et doivent être retirées au maximum 1 jour après l'événement qu'elles annoncent. Leur nombre est limité à 4 par établissement et par opération.

Chapitre 5 : Dispositions applicables hors agglomération

Article 5.1 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques scellées ou posées directement sur le sol sont interdites.

La surface cumulée des enseignes numériques pour un même établissement, ou ensemble d'établissements occupant une même unité foncière*, ne peut excéder 2 m².

Article 5.2 : Enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol

Dans la zone centrale des sites UNESCO des Climats du vignoble de Bourgogne, la surface unitaire des enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol n'excède pas 1m² à Marsannay-la-Côte et 2m² dans les autres communes.

Règlement local de publicité intercommunal

Lexique réglementaire

Agglomération (au sens du code de la route) :

Espace sur lequel sont implantés des immeubles bâtis rapprochés, délimité par des panneaux d'entrée et de sortie.

Agglomérations de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à l'unité urbaine de Dijon :

Ahuy, Bressey-sur-Tille, Bretenière, Corcelles-lès-Monts, Crimolois, Fé nay, Flavignerot, Hauteville-lès-Dijon, Magny-sur-Tille.

Agglomérations de moins de 10 000 habitants appartenant à la communauté urbaine de Dijon :

Ahuy, Bressey-sur-Tille, Bretenière, Corcelles-les-Monts, Crimolois, Daix, Fé nay, Flavignerot, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Longvic, Magny-sur-Tille, Marsannay-la-Côte, Neuilly-lès- Dijon, Ouges, Perrigny-les-Dijon, Plombières-les-Dijon, Saint-Apollinaire, Sennecey-les-Dijon.

Alignement :

Limite entre le domaine public routier et les propriétés privées riveraines. Il détermine l'implantation des constructions par rapport au domaine public afin de satisfaire aux soucis esthétiques, urbains, de salubrité, de sécurité.

Article L.581-8

A l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite :

- 1° Dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques classés ;
- 2° Dans les secteurs sauvegardés ;
- 3° Dans les parcs naturels régionaux ;
- 4° Dans les sites inscrits à l'inventaire et les zones de protection délimitées autour de ceux-ci ;
- 5° A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou mentionnés au II de l'article L.581-4 ;
- 6° Dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager et les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
- 7° Dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux ;
- 8° Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L.414-1.

Autorisation préalable :

Les publicités lumineuses et les enseignes font l'objet d'une demande d'autorisation préalable qui doit être adressée à la commune sur le formulaire Cerfa n° 14798.

Baie :

Toute ouverture de fonction quelconque pratiquée dans un mur de bâtiment (porte, fenêtre, vitrine, etc.)
Les ouvertures obturées par des briques de verre ne constituent pas des baies.

Bâtiment d'habitation

Tout bâtiment dans lequel 50 % de la surface au moins est destinée à l'habitation.

Chaîne ou chaînage d'angle :

Superposition verticale de pierre formant la rencontre entre deux murs en angle.

Chevalet :

Préenseigne ou publicité posée au sol généralement devant un magasin.

Clôture :

Le terme "clôture" désigne toute construction destinée à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Clôture aveugle :

Une clôture aveugle est une clôture pleine, ne comportant pas de partie ajourée.

Clôture non aveugle :

Une clôture non aveugle est constituée d'un grillage ou d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Déclaration préalable :

Les publicités non lumineuses font l'objet d'une déclaration préalable à l'occasion de leur installation, modification ou remplacement.

La déclaration doit être adressée à la commune sur le formulaire Cerfa n° 14799.

Devanture :

Revêtement de la façade d'une boutique. Elle est constituée d'un bandeau de façade, de piliers d'encadrement et d'une vitrine.

Dispositif d'affichage :

Le terme "dispositif d'affichage" désigne un dispositif spécialement conçu pour recevoir ou permettre l'exploitation d'une affiche ou de plusieurs affiches visibles successivement. Il peut comporter un plateau, un cadre, un piétement et des accessoires de sécurité ou d'éclairage.

Dispositif de petit format :

Dispositifs intégrés à des devantures commerciales et ne recouvrant que partiellement la baie, régis par l'article L.581-8-III et R.581-57 du code de l'environnement.

Dispositif publicitaire :

Dispositif dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité quel qu'en soit le mode.

Droit (d'une façade) :

Partie de terrain située devant une façade, perpendiculaire à celle-ci.

Durable :

Les matériaux durables (au sens de "physiquement pérenne", pour éviter une dégradation des supports) sont le bois traité, le plexiglas, le métal traité, la toile plastifiée imputrescible,...

Eléments architecturaux ou décoratifs :

Ce sont les corniches, têtes de mur, pierres de harpage, bas-relief, etc.

Emplacement publicitaire :

Lieu précis où est implanté soit un dispositif d'affichage unique, soit l'ensemble formé par deux dispositifs d'affichage alignés verticalement et horizontalement pour les muraux. Pour les portatifs, les dispositifs d'affichage peuvent former un angle entre eux.

Enseigne :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne éclairée :
 Enseigne éclairée par spots, caisson, projection.

Enseigne lumineuse :
 Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet. (néons, lettres lumineuses, écran vidéo, journal défilant...)

Enseigne temporaire :
 Enseigne signalant :
 des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
 pour plus de trois mois, des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que la location ou la vente de fonds de commerce.

Face (d'un panneau publicitaire) :
 Surface plate verticale supportant l'affiche
 Un dispositif scellé au sol peut être « double-face »

Façade aveugle :
 Murs des bâtiments ne comportant aucune baie ou des baies jours de souffrance de surface inférieure à 0,5 m².

Mobilier urbain publicitaire :
 Mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité, visés par les articles R.581-42 à 47 du code de l'environnement. Il s'agit :
 - des abris destinés au public : particulièrement les usagers des services de transport de voyageurs, autobus ou taxis ;
 - des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial ;
 - des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel ;
 - des mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives ;
 - des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local ;

Modénature :
 les proportions et dispositions de l'ensemble des éléments d'ornement que constituent les moulures et profils des moulures de corniche ainsi que les proportions et dispositions des membres de façade constituant le style architectural.

Mur de clôture :
 Ouvrage maçonné destiné à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Nu (d'un mur) :
 Le nu d'un mur est le plan de référence (le plus souvent vertical) correspondant à la surface de parement fini d'un mur ou d'un ouvrage, abstraction faite des moulures et ornements divers qui viennent en saillie sur ce nu.

Ouverture de surface réduite :
 Ouvertures dont la surface est inférieure à 0,5m².

Palissade de chantier :
 Clôture provisoire constituée de panneaux pleins et masquant une installation de chantier.

Piédroit ou pilier :

Montants verticaux en maçonnerie qui sont situés de part et d'autre d'une ouverture (baie ou porte).

Pilier :

Montants verticaux en maçonnerie qui sont situés de part et d'autre d'une ouverture (baie ou porte).

Préenseigne :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Projection ou transparence (éclairage par) :

La source lumineuse ne participe pas directement à la publicité. Elle l'éclaire lorsque la luminosité est trop faible.

PSMV : plan de sauvegarde et de mise en valeur

Publicité :

Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Publicité de petit format :

Publicité intégrée dans les devantures commerciales au sens d'article L.581-8-III du code de l'environnement.

Publicité lumineuse :

Publicité lumineuse à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet. Exemple, néons sur les toits, écrans vidéo. Les dispositifs publicitaires supportant des affiches éclairées par projection ou transparence sont considérés comme des publicités lumineuses.

Saillie :

Distance entre le dispositif débordant et le nu de la façade.

Store :

Rideau de toile destiné à abriter une baie du soleil ou des intempéries.

Support :

Toute construction (bâtiment, clôture, ouvrage, etc.) susceptible de recevoir un dispositif publicitaire.

Surface d'un mur :

La surface d'un mur désigne la face externe, apparente du mur.

Temporaire :

Dispositif installé à l'occasion d'un événement exceptionnel tel que défini par le code de l'environnement : Opération commerciale, culturelle, immobilière. S'oppose à « fixe ».

Unité foncière :

Ensemble des parcelles cadastrales adjacentes appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.

Véhicules utilisés ou équipés à des fins essentiellement publicitaires :

Véhicules exclusivement aménagés pour constituer un support de publicité ou, étant aménagés pour un autre usage, sont détournés de cet usage normal à des fins publicitaires. Les véhicules des services de transport public de voyageurs ne sont pas des véhicules utilisés ou équipés à des fins essentiellement publicitaires.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_065

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONTRAT DE VILLE 2015/2020 - PROGRAMMATION 2017

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n° 2014-173 du 21 février 2014 a institué un nouveau cadre d'intervention de la Politique de la ville à travers le renouvellement de ses outils, à savoir :

- **une nouvelle géographie prioritaire réduite** : le décret du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la ville dans les départements métropolitains. Pour Chenôve, le quartier du Mail a été retenu au titre de la géographie prioritaire.
- **un contrat unique** intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques ;
- **une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale** et mobilise tous les partenaires concernés ;
- **la mobilisation prioritaire du droit commun** de l'État et des collectivités territoriales ;
- **la participation des habitants au suivi et au pilotage du contrat de ville** via la mise en place d'un conseil citoyen sur chacun des quartiers prioritaires de la ville.

L'article premier de la loi confirme la double finalité d'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires et de réduction des écarts de développement entre ces quartiers prioritaires et les autres territoires.

Le conseil municipal par la délibération du 29 juin 2015 a approuvé le contenu du contrat de ville 2015-2020 du Grand Dijon ainsi que la nouvelle géographie prioritaire afférente.

Ainsi, des orientations stratégiques ont été définies par l'ensemble des partenaires et se déclinent à partir de :

- **4 piliers :**
 - La cohésion sociale ;
 - Le cadre de vie et le renouvellement urbain ;
 - Le développement de l'activité économique, de l'emploi et l'accès à la formation.
 - Les valeurs de la République et la citoyenneté
- **4 axes transversaux :** la santé, la jeunesse, l'égalité entre hommes et femmes, la lutte contre les discriminations.

Parallèlement, la convention régionale de cohésion sociale et urbaine a été approuvée par la délibération du conseil de communauté du Grand Dijon le 25 juin 2015 avec la Région Bourgogne.

La Région Bourgogne-Franche-Comté s'engage pour l'année 2017 à apporter un soutien financier à hauteur de 239 000 €, en faveur de projets qui visent à :

- Favoriser la qualité des logements sociaux et des équipements publics ;
- Accroître l'attractivité des quartiers par l'amélioration du cadre de vie ;
- Favoriser l'accès à l'information, à l'orientation, à la formation et à l'emploi.

Dans ce contexte, le territoire de Chenôve se voit doté au titre de la programmation politique de la Ville 2017 par les partenaires financeurs d'un montant de 25 500 € pour les actions ville, de 18 000 € pour l'action CCAS et de 68 000 € pour les associations.

Le montant total alloué au territoire de Chenôve pour 2017 au titre de la programmation politique de la ville s'élève donc à 111 500 €.

La ville de Chenôve s'engagerait à mettre en œuvre pour l'année 2017 les trois actions retenues par les partenaires financeurs dans le cadre de la programmation politique de la ville.

- Gestion Urbaine et Sociale de Proximité
- Programme de valorisation artistique des espaces urbains partagés
- Bomb'hip hop

Elle mobiliserait à cet effet des moyens financiers internes à hauteur de 133 408 €.

Vu le tableau joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 20 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la programmation 2017 du contrat de ville et l'engagement financier de la ville de Chenôve pour un montant de 133 408 €,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes utiles et nécessaires concernant la mise en œuvre technique, financière et juridique relative à la programmation 2017 du contrat de ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Annexe 1 : CONTRAT DE VILLE : PROGRAMMATION 2017

	Services/ Association	Enjeux contrat de Ville / Pilier	Action envisagée	Budget Action	Budget Ville/CCAS	Etat	Région	Département	Dijon Métropole	Total des subventions	% des subventions
	Ville	Améliorer le cadre de vie des habitants	Gestion Urbaine et Sociale de Proximité	67 308 €	47 308 €	4 000 €	6 000 €	- €	10 000 €	20 000 €	30%
	Ville	L'offre éducative comme support de la réussite des quartiers	Programme de valorisation artistique des espaces urbains partagés	41 100 €	38 600 €	2 500 €	- €	- €	- €	2 500 €	6%
	Ville	L'offre éducative comme support de la réussite des quartiers	BOMB'HIP HOP	50 500 €	47 500 €	3 000 €	- €	- €	- €	3 000 €	6%
TOTAL	VILLE			158 908 €	133 408 €	9 500 €	6 000 €	- €	10 000 €	25 500 €	
	CCAS	Dynamiser la politique de l'emploi	Emploi et insertion des jeunes résidant dans le QPV	28 826 €	10 826 €	14 000 €	4 000 €	- €	- €	18 000 €	62%
TOTAL	CCAS			28 826 €	10 826 €	14 000 €	4 000 €	- €	- €	18 000 €	
	Figure2Style	L'offre éducative comme support de la réussite des quartiers	Offre culturelle aux jeunes des quartiers et attractivité du Cèdre	130 500 €	/	6 000 €	10 000 €	- €	10 000 €	26 000 €	20%
	ALACEP : PititBleu PtitJaune	L'offre éducative comme support de la réussite des quartiers	Soutien à la parentalité	62 759 €	/	4 500 €	- €	4 500 €	- €	9 000 €	14%
	MJC	Améliorer le cadre de vie des habitants	MJC Mobile	16 000 €	/	4 500 €	- €	- €	- €	4 500 €	28%
	MJC	L'offre éducative comme support de la réussite des quartiers	L'école des spectateurs	16 000 €	/	1 000 €	Fonds d'aide aux projets (5 000 €)	- €	- €	1 000 €	6%
	Pirouette- Cacahuète	Améliorer le cadre de vie des habitants	Café associatif	42 000 €	/	4 000 €	8 000 €	- €	- €	12 000 €	29%
	Pirouette- Cacahuète	Améliorer le cadre de vie des habitants	Jardin du Mail	17 554 €	/	3 000 €	Fonds d'aide aux projets (5 000 €)	- €	- €	3 000 €	17%
	Pirouette- Cacahuète	Améliorer le cadre de vie des habitants	Coin de nature	8 211 €	/	1 000 €	Fonds d'aide aux projets (2 500 €)	- €	- €	1 000 €	12%
	L'ENVOL	Dynamiser la politique de l'emploi	Création d'une CJS	24 500 €	/	4 500 €	4 000 €	- €	3 000 €	11 500 €	47%
TOTAL	ASSOCIATIONS			317 524 €	/	28 500 €	22 000 €	4 500 €	13 000 €	68 000 €	21%
TOTAL GENERAL				505 258 €	144 234 €	52 000 €	32 000 €	4 500 €	23 000 €	111 500 €	22%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
 Reçu en préfecture le 04/07/2017
 Affiché le 04/07/2017
 ID : 021-212101661-20170703-DEL_2017-065-DE

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_066A

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ELARGISSEMENT DE L'OBJET SOCIAL DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE "AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Annule et remplace suite à erreur matérielle

La SPLAAD, Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise », créée en juillet 2009, est l'outil fondamental pour les commanditaires publics locaux, dont Dijon Métropole est l'actionnaire principal.

A ce jour, la Communauté Urbaine Montceau-Creusot souhaite confier à la SPLAAD une opération importante de construction-réhabilitation, permettant l'implantation d'une pépinière d'entreprises sur un site dont elle est propriétaire.

Pour ce faire, la Communauté Urbaine Creusot-Montceau doit entrer dans le capital de la SPLAAD puisque, de par sa qualité de Société Publique Locale, elle ne peut intervenir que pour le compte et sur le territoire de ses actionnaires.

L'objet social de la SPLAAD est actuellement essentiellement axé sur les opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

Même si la SPLAAD peut conduire à ce jour des opérations d'autre nature, il est proposé d'élargir son objet social expressément aux opérations de construction afin de garantir une sécurité juridique maximale à ses actions.

Dans ce cadre, il est proposé de compléter l'article 2 des statuts intitulé « Objet » comme suit :

Rédaction actuelle :

« La société a pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement telles qu'elles sont définies par l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme notamment :

- de procéder aux études concourant à la réalisation des opérations d'aménagement ;*
- de procéder à l'aménagement et à l'équipement des terrains compris dans les opérations d'aménagement dont elle a la charge ;*
- d'assurer l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tout moyen des ouvrages et équipements réalisés.*

La société exercera les activités visées ci-dessus pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, en exécution de conventions passées avec les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales actionnaires s'inscrivant dans le cadre des relations « in house ».

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra également participer en tant que de besoin, à un Groupement d'Intérêt Économique (GIE). »

Nouvelle rédaction :

« La Société a pour objet la réalisation et la gestion d'opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme et de construction.

A cet effet, elle pourra réaliser toute action concernant :

- La réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement ou de construction d'immeubles à usage d'habitation, de bureaux, de locaux commerciaux ou industriels destinés à la vente ou à la location,*
- La réalisation d'études préalables aux opérations ou actions d'aménagement ou aux opérations de construction, ainsi que des missions d'assistance ou de coordination (techniques, juridiques, financières...) nécessaires à ces opérations,*
- L'acquisition / démolition d'immeubles bâtis ou non bâtis,*
- L'exploitation, la gestion, le portage, l'entretien, la commercialisation, l'aménagement et la mise en valeur des terrains, bâtiments, ouvrages et équipements, en relation avec son activité d'aménageur ou de constructeur,*
- La promotion et l'animation du projet d'aménagement ou de construction,*
- Et, plus généralement, l'équipement et la construction d'ouvrages nécessaires au développement de la vie économique et sociale des collectivités territoriales, ainsi qu'au renouvellement urbain.*

La société exercera les activités visées ci-dessus pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, en exécution de conventions passées avec les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales actionnaires s'inscrivant dans le cadre des relations « in house ».

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra également participer en tant que de besoin, à un Groupement d'Intérêt Économique (GIE). »

Le reste des articles des Statuts demeure inchangé.

Conformément à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à peine de nullité, l'accord des représentants des actionnaires de la SPLAAD sur une modification portant sur l'objet social ne peut intervenir sans une délibération préalable des assemblées délibérantes des actionnaires, approuvant cette modification.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du du 20 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du du 22 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver l'élargissement de l'objet social de la SPLAAD tel que présenté ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'approuver la nouvelle rédaction de l'article 2 des statuts de la SPLAAD,

ARTICLE 3 : D'autoriser M. BUIGUES Bernard, en sa qualité de représentant permanent de la Ville de Chenôve aux Assemblées de la SPLAAD à voter en faveur de cet élargissement lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de la Société.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

3 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FALCONNET - M. MICHEL - Mme M'PIAYI

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 25/07/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_067

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois juillet à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Sylvain BLANDIN
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/07/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

MARCHES DE FOURNITURES			
DATE DES MARCHES	TITULAIRES	OBJET	MONTANT HT DES MARCHES EN EUROS
		Entre 209 000,00 € HT et plus	
		Acquisition de produits d'entretien :	
16/03/2017	BHE (21220)	Lot 1 : produits d'entretien courant et produits en ouate	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
		Acquisition de gaz naturel :	
16/03/2017	VALMY DEFENSE 17 (59	Lot 2 : sites de petite et moyenne capacité	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
		Acquisition d'électricité :	
25/04/2017	ENGIE (92930)	Lot 1 : C5 "tarifs bleus"	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
CONTRATS DE PRESTATIONS ARTISTIQUES - MARCHÉ DE SERVICE			
DATES DES CONTRATS	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT TTC DES CONTRATS EN EUROS
14/02/2017	SOUND'ACTION	PROGRAMMATION CULTURELLE 2016/2017 - Festival Bonb'Hip Hop Contrat de cession DJ Freshhh samedi 1er juillet 2017 15 h Esplanade de la République Entrée gratuite	696,30 €
10/04/2017	COMPAGNIE PHORM	PROGRAMMATION CULTURELLE 2016/2017 - Festival Bonb'Hip hop Contrat de cession du spectacle "Duo Phorm" samedi 1er juillet 2017 à 20h au CEDRE Entrée payante	3 882,90 €
05/05/2017	Virgin Radio Régions	Convention pour la promotion du spectacle de François-Xavier Demaison du 13 mai 2017 au CEDRE par la diffusion de messages publicitaires en contrepartie de 10 places à gagner pour les auditeurs	0,00 €
05/05/2017	France Bleu Bourgogne	Convention pour la promotion du concert de Richard Galliano du 31 mai 2017 au CEDRE par la diffusion de messages publicitaires en contrepartie de 10 places à gagner pour les auditeurs	0,00 €
29/05/2017	SNBJ	Contrat de maintenance de l'auto-laveuse du Cèdre du 01/01/2016 au 31/12/2019	228,00 € par an
LOCATION OU MISE A DISPOSITION			
DATE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT EN EUROS
11/05/2017	THEATRE DIJON BOURGOGNE	Convention de mise à disposition - Festival " Théâtre en MAI " - 3 représentations "Une maison de poupée" les 22, 23 et 24 mai et 3 représentations "La ballade du tueur de cônifères" les 26, 27, 28 mai 2017 au CEDRE - Billetterie du festival	0,00 €
29/05/2017	LAGARDERE ACTIVE AGENCE	Convention de location pour les concerts du "Virgin Radio Live" au Cèdre le lundi 29 mai 2017 à 20h30 Entrée gratuite sur invitations	1 070,00 €

TARIFS MUNICIPAUX ET MODALITES DE PAIEMENT			
DATE	N°	OBJET	MONTANT EN EUROS
12/05/2017	2017-16	Spectacle de François-Xavier Demaison du 13 mai 2017 - Cession de 6 places gratuites au Secours Populaire	